



## DIPLOMATIE

La visite historique du Roi et de la Reine de Belgique en RDC

## COOPÉRATION

Le Président Turc à Kinshasa pour signer les accords économiques et sécuritaires

www.congodiplomatie-mag.com

# Congodiplomatie

LE MAGAZINE DIPLOMATIQUE ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE N°11 • JUILLET 2022



## ENTRETIEN

AVEC LE VICE-MINISTRE  
DES AFFAIRES ETRANGERES,  
MONSIEUR SAMY ADUBANGO

## Spéciale coopération

# CANADA-RD CONGO

*Assistance humanitaire, Aide au développement, Égalité des genres et Droits de la personne, Promotion des relations commerciales et des investissements. Retour sur les actions réalisées par le Canada, dans le cadre de la coopération avec la RD Congo.*

JI-3.01506-57217. 10\$ US





## Le Canada, un modèle de réussite...

### Directeur de Publication

Gomer Oleko  
Oleko.gom@gmail.com

### Rédactrice en chef

Caddie Kulab

### Administration et finance

Cédrick Bwata

### Comité de rédaction

Gédéon Menima, Gomer Oleko, Caddie Kulab, Naomie Nsakani, Bénie Aziza, Vianney Mavivana, Jonathan Kadima, Merveille Botete, Cedan, Jean Michel Kinika, Vianney Kaitenge

### Réalisation graphique

Obed Mumpende

### Dessinateur

Robert Piret

### Photo

Pathy Banbate  
Tychique Kalengay  
Ambassade du Canada  
Présidence de la RDC

### Commercial

Levy Katshunga

### Distribution

Stéphane Mongapa

### EDITEUR



Congodiplomatie est édité par Blims media, une agence d'édition, de production TV et de promotion touristique basée à Kinshasa  
**Contact.blimsmedia@gmail.com**  
(+243) 851 089 685  
www.congodiplomatie-mag.com

Dépôt Legal : JI 3.01506-57 217

**L**e Canada est l'un des partenaires sur lesquels la RDC doit absolument compter et s'en inspirer considérablement. Depuis lors jusqu'à ce jour, il contribue énormément à la santé des congolais, la promotion des droits de la personne, la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité. C'est un modèle de réussite en matière de la gestion des ressources minières à la base du développement économique. La RDC dont 80% des recettes budgétaires proviennent des mines, doit se rapprocher davantage à ce grand pays très développé, disposé à l'accompagner depuis toujours.

2022 marque le 60<sup>ème</sup> anniversaire d'établissement des relations diplomatiques entre Kinshasa et Ottawa. La publication de ce numéro spécial de Congodiplomatie est une façon pour nous, journalistes diplomatiques, de rendre hommage à la nation Canadienne pour son apport à l'épanouissement de la RDC.

Au-delà de ses nombreuses contributions humanitaires et sociales, le Canada apporte son appui, principalement logistique et technique, à la mission des nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco) depuis des années.

C'est un partenaire important car sa contribution significative résout plusieurs problèmes humanitaires causés par l'insécurité en RDC.

Vous trouverez dans les pages qui suivent, les actions du Canada en RDC. Sa participation dans plusieurs activités sur la paix, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'Etat de droit...

Vous trouverez également l'interview exclusive du Vice-ministre des affaires étrangères sur l'actualité diplomatique de la RDC, ainsi que les interventions sur la coordination des ressources extérieures par le ministère du Plan, le concept Ambassadeur de la Culture congolaise et le témoignage des bonnes relations qui existent entre les deux peuples, par un ingénieur congolais vivant à Ottawa.

Congo Diplomatie est un journal d'information diplomatique et de la coopération internationale de la RD Congo. Il est diffusé à Kinshasa, Bruxelles, Paris, Stockholm et maintenant, Ottawa et Montréal.

J'invite tous ceux qui s'intéressent aux relations extérieures de la RD Congo, à s'approprier ce magazine et à contribuer à son amélioration, à son épanouissement car, promouvoir la coopération pragmatique, est un devoir citoyen.

**Gomer Oleko**  
Directeur de Publication



18



34



06



30



12



44

**Editorial**

**3. Canada, un modèle de réussite...**  
*par Gomer Oleko*

**DIPLOMATIE**

- 6. Rois Philipe en RDC :** La visite historique du monarque belge
- 10. Accréditation :** Quatre nouveaux Ambassadeurs entrent en fonction en RDC
- 12. XIIème Conférence diplomatique :** Le grand rendez-vous des acteurs de la diplomatie congolaise
- 14. Gambie-RDC :** Le Président Adama Barrow à Kinshasa pour renforcer les relations bilatérales
- 15. RDC-Burundi :** Felix Tshisekedi à Bujumbura pour renforcer les relations d'amitiés

**DOSSIER**

- 18. SPECIALE COOPERATION CANADA-RDC**
- 24. Canada-RDC, 60 ans des relations diplomatiques**

**COOPERATION**

- 30. Turquie-RDC :** Le président Erdogan à Kinshasa pour signer les accords économiques et sécuritaires
- 32. Belgique-RDC :** Une mission économique et commerciale belge à Kinshasa pour retisser les liens distendus avec la RDC

**ENTRETIEN**

- 34. La paix par voie diplomatique, un pari jouable ?** Entretien avec le Vice-ministre des affaires étrangères, Samy Aduabango
- 38. Coordination des ressources extérieures, coopération au développement de la RDC :** Entretien avec Aymeric MISONI, Conseiller au Ministère du Plan
- 42. Thy René Essolomwa,** le point de rencontre entre l'agrobusiness et la politique

**AFRIQUE-MONDE**

- 44. Environnement :** Stockholm +50
- 46. Sommet de l'Union Africaine :** La menace terroriste au cœur des discussions

**CULTURE**

- 48. Ambassadeur culturel, qui est-il ? :** Entretien avec P.James, artiste musicien
- 52. Livre :** « Militariser l'agriculture », nouveau livre de Didier Mumengi
- 53. Bande dessinée :** Bookexpress lance le mois de la BD belge à Kinshasa

**DIASPORA**

- 54. Entretien avec Fabrice Venadiambu,** Ingénieur Congolais vivant au Canada

## Rois Philippe en RDC :

# LA VISITE HISTORIQUE DU MONARQUE BELGE

**Félix Antoine TSHISEKEDI vient de réussir un joli coup. Juste après l'atterrissage en terre congolaise du roi des Belges et de la reine, qui osera encore accuser le président de la R.D.C de reculer devant l'obstacle ? Ne fait-il pas preuve d'une détermination dont certains doutaient dès sa prise de fonction en janvier 2019 qu'il fut capable ?**

**L'**initiative présidentielle de faire venir officiellement le roi Philippe en RDC est extrêmement importante. Le travail de mémoire et de réconciliation entre la R.D.C et la Belgique s'installe efficacement le mardi 07 juin 2022 dans les après-midi à l'aéroport international de N'djili avec la visite officielle du monarque Belge et de la reine qui ont atterri à Kinshasa. A titre de rappel, depuis son intronisation en 2013, c'est son premier déplacement dans un pays que son ancêtre à jadis gouverné. Ce voyage historique de 6(Six) jours avec 3(Trois) étapes prévues en plus de Kinshasa, s'en suit le tour de la capitale économique de la R.D.C, Lubumbashi et enfin la ville de Bukavu.

A Kinshasa, le couple royal belge a eu à visiter le musée national où il a remis à titre symbolique un masque Congolais spolié à l'époque coloniale.



Un geste hautement symbolique puisqu'il s'agit d'un parmi des milliers d'autres qui devraient être restitués plus tard.

En clair, c'est un objet d'art façonné au Congo par le sculpteur Ngoy et collecté il y a plus de Septante ans par un chercheur du musée de « Tervuren » en Belgique, et l'objet en question porte le nom de « Kakuunga ». C'est un masque rare d'un mètre trente de haut, pesant dix kilos, qui intervenait chez le peuple Suku dans des rituels de protection et de guérison, a expliqué le roi Philippe dans son allocution devant les autorités Congolaises.

Pour un voyage dans la mémoire, la commune portant le nom du premier président de la R.D.Congo, Kasavubu, était honorée le mercredi 08 Juin 2022, par la visite du couple royal Belge, qui s'en est dirigé au Mémorial des Anciens Combattants situé sur le croisement des avenues Force Publique et Gambela.



Le caporal Albert Kunyku, qui vient de fêter ses 100 ans, avait été enrôlé en 1940 et a fait partie du contingent militaire d'appui médical envoyé en Birmanie en 1945.



## LE COUPLE ROYAL DE LA BELGIQUE ÉBLOUIE PAR LA QUALITÉ DU TRAVAIL DES ÉTUDIANTS DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS DE KINSHASA



Assis sur une chaise, le vieil homme a longuement serré la main et échangé quelques mots avec le roi Philippe qui s'est penché vers lui.

Toujours à Kinshasa, capitale de la R.D.Congo, le cortège royal s'en est dirigé au Palais du Peuple où le roi Philippe s'est exprimé à l'esplanade de cette Alma-Mater nationale devant les deux chambres du parlement ainsi que la délégation Belge.



Le président de la République, Félix TSHISEKEDI et le couple royal Belge ont participé, le jeudi 09 Juin 2022, à la table ronde organisée pour la circonstance, sur les questions majeures liées aux femmes dans l'enceinte de l'Académie des beaux-arts de Kinshasa.

Les premiers ministres Belge et Congolais ainsi que les femmes de la société civile Congolaise ont également participé aux travaux de cette table ronde pour enfin scruter les questions relatives aux violences faites à la femme dans la partie Est de la R.D.Congo.

Le chef de l'Etat, Félix Antoine TSHISEKEDI et le couple royal Belge, après ces échanges fructueux ont visité la grande salle de peinture et sculpture de l'Académie des beaux-arts de Kinshasa. A l'issue de cette visite royale, les étudiants des beaux-arts en ont saisi la balle au bond pour offrir au roi Philippe ce tableau symbolisant les nouvelles relations entre les deux pays dont l'histoire remonte depuis l'époque coloniale.

Lors de son discours devant les représentants du peuple Congolais au sein de l'hémicycle du parlement de Kinshasa, le roi Philippe a en effet, réaffirmé ses plus profonds regrets pour les exactions et humiliations commises par son pays pendant la Colonisation. Au sujet de la situation sécuritaire dans l'Est de la R.D.Congo, le roi des belges s'en est montré intransigeant autour de la question et, a dénoncé cette instabilité ; soulignant qu'elle ne doit plus durer. Selon lui, la RDC peut compter sur le soutien de la Belgique dans la guerre qui l'oppose aux groupes armés.

## LE ROI PHILIPPE ET LA REINE MATHILDE À L'ASSAUT DU MARCHÉ DE PAGES AU BEACH NGOBILA



La première dame de la R.D.Congo, Denise Nyakeru Tshisekedi, a servi de guide, le jeudi 09 Juin 2002, au couple royal Belge dans le plus grand marché de pagnes de Kinshasa au Beach Ngobila.

D'un rayon à un autre, Denise Nyakeru Tshisekedi et la reine Mathilde, d'un même pas, ont pu admirer les modèles et motifs que regorge ce coin prisé de la capitale par les femmes Congolaises ainsi que différents touristes.

D'un air tout aussi intéressé, le roi Philippe, se tenant, en parfait gentleman, esquisse un sourire quant à l'accueil chaleureux leur réservé.

Les femmes vendeuses de pagnes communément appelées « Maman Maputa » étaient honorées de cette présence. Elles ont salué cette visite du couple royal Belge. Ce qui, pour elles, constitue un symbole d'encouragement à leurs efforts quotidiens.

Au cours de leur descente dans ce marché, le fils du roi Albert II et sa femme ont même acheté quelques pagnes. Profitant de ce rapprochement qui n'arrive pas tous les jours, les femmes commerçantes du Beach ont plaidé pour un soutien institutionnel à leur business. Signalons que cette visite rentre dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

### DEUXIEME ETAPE : LUBUMBASHI

Le roi Philippe de Belgique est arrivé le vendredi 10 Juin 2022 à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga.

Le grand Katanga représente 80% de l'économie congolaise. Ce voyage du roi Philippe avec les hommes d'affaires Belges est une façon de repositionner la Belgique dans ce secteur qu'elle contrôlait depuis le temps passé. Il s'inscrit dans le cadre de renouvellement d'un nouveau partenariat entre ces deux peuples extrêmement liés par l'histoire.

Tout juste après, le couple royal Philippe et Mathilde de la Belgique s'est adressé à la jeunesse, appelant les Congolais à regarder vers le futur.

Le Souverain des Belges a évoqué non seulement la question de la paix et de la sécurité en RDC, mais aussi les questions d'ordre morale, civique et patriotique, c'est-à-dire la non-exploitation des ressources naturelles. Celles-ci devraient permettre de relever certains défis, notamment la lutte contre la pauvreté.

### TROISIÈME ET DERNIÈRE ÉTAPE DU PÉRIPLÉ ROYAL : BUKAVU

Le roi Philippe et la reine Mathilde sont arrivés, le dimanche 12 Juin 2002, à Bukavu, chef-lieu du Sud Kivu,



dernière étape de leur périple royal en six jours sur le sol Congolais, pour une visite de quelques heures, principalement à l'hôpital de Panzi dont le prix Nobel, docteur MUKWEGE a la lourde tâche d'administrer efficacement dans ce coin de la République.

La visite du roi Philippe rentre dans la continuité d'aider le système sanitaire congolais mais surtout de contribuer aux efforts du docteur MUKWEGE pour la vulgarisation dans l'attirance de la communauté internationale sur ce fléau qui continue à servir l'Est de la R.D.C. En outre, le roi des Belges doit s'impliquer personnellement pour le rétablissement d'une paix durable dans ce requin des violences orchestrer par plusieurs groupes armés que Kinshasa accuse d'être soutenu par le Rwanda voisin.

Le Souverain Belge a visité l'hôpital général de Panzi qui héberge des femmes victimes des violences sexuelles. Le séjour du couple royal à Bukavu s'est clôturé le même dimanche par la visite de l'Institut international de l'Agriculture Tropicale, au site de Kalombo. A ces jours, la plupart de ces établissements sont soit spoliés, soit délabrés.

Enfin, le couple royal va s'entretenir avec la communauté Belge vivant dans l'Est de la R.D.Congo. A titre de rappel, les Belges avaient construit la ville de Bukavu au bord du Lac Kivu pour des raisons purement stratégiques. Après 1960, Bukavu a hérité de l'administration Belge plus de 220 maisons des fonctionnaires de l'Etat et d'importants infrastructures scolaires du primaire et secondaire.

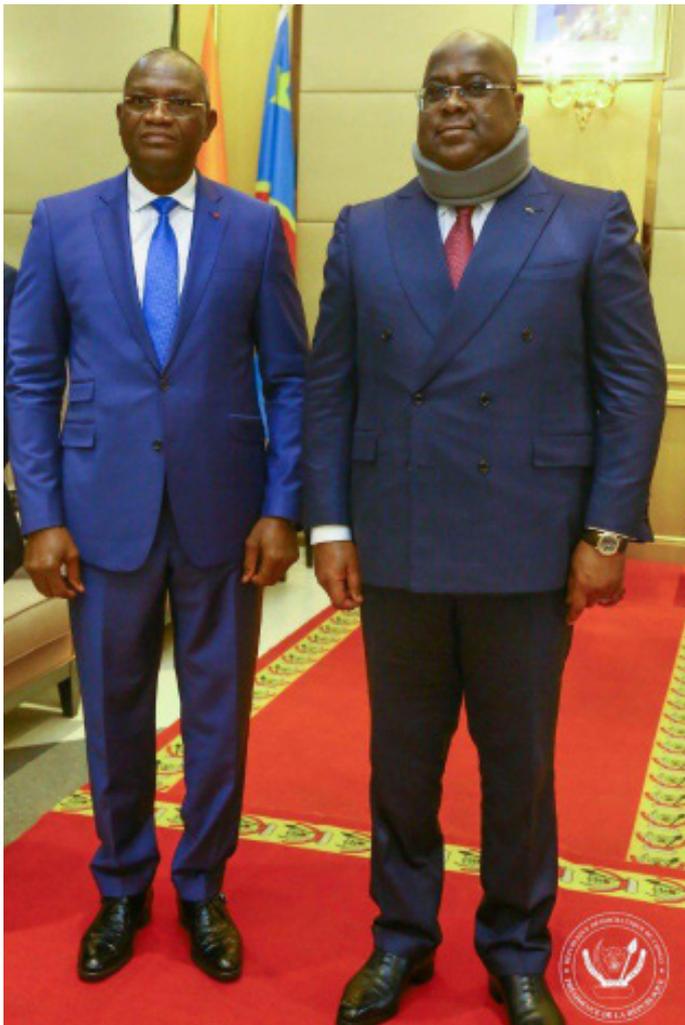
Ce périple royal intervient 2 ans après que le roi Philippe avait écrit au président de la RDC pour lui exprimer ses profonds regrets pour les blessures du passé causées par la colonisation mais désormais, il y a de cela quelques années, les questions mémorables sont au cœur de débats politiques en Belgique. Et d'ailleurs Bruxelles à lancer plusieurs chantiers dans ce domaine.

*Gomer Oleko*

## ACCRÉDITATION

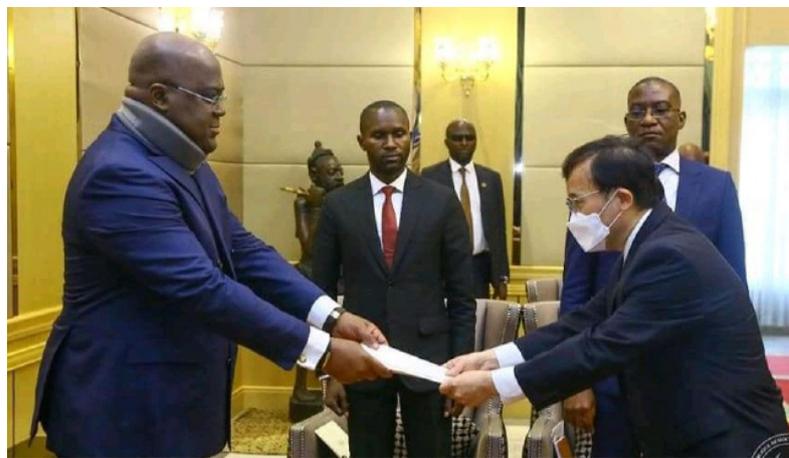
## *Quatre nouveaux ambassadeurs entre en fonction en RD.Congo*

*Metch Adje Silas, Cho Jai-Chel, Cyprien Sylvestre Mamina et Saïd Juma Mshama respectivement ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Congo, de la Corée du Sud et de la République Unie de Tanzanie, accrédités en République Démocratique du Congo, ont présenté le jeudi 08 avril 2022 leurs lettres de créance au président de la République, Félix TSHISEKEDI, au cours d'une cérémonie protocolaire organisée au palais de la Nation.*



**L**e premier à être reçu par le président congolais, Metch Adje Silas, est ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Côte-d'Ivoire en RDC depuis le 05 octobre 2021. Il a une maîtrise en sciences juridiques, administratives et politiques (S.J.A.P) à l'Université de Cocody. Professeur certifié d'allemand, il a occupé les fonctions notamment de ministre conseiller près le président de la République, chargé du dialogue politique et directeur des enjeux globaux. Il a la capacité d'identifier les problèmes d'ordre politique, ethnique, racial et socio-économique pouvant créer des troubles ; d'évoluer dans un environnement de stress et de gérer, traiter et analyser différents types d'informations pour en ressortir l'information essentielle. Il parle allemand, français et anglais.

En second lieu, le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Corée du Sud en RDC, Cho Jai-Chel, est né le 06 mai 1965. Il est licencié en langue et littérature française de l'Université de Séoul (Corée du Sud). Il a été ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Zimbabwe, premier secrétaire d'ambassade en Hongrie, conseiller d'ambassade en Irlande et directeur de la division culture et arts au bureau des affaires.



La Corée du Sud est un partenaire important de la République Démocratique du Congo. A travers la KOICA, l'agence coréenne de coopération internationale, elle a construit de nombreux établissements dans le cadre de sa politique de développement économique et social, notamment le Musée national de la République Démocratique du Congo à Kinshasa, inauguré le juin 2019.



Ensuite suivra l'accréditation de Cyprien Sylvestre Mamina, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en RDC. Né le 31 août 1959, il a été tour à tour chef de section des ressources humaines à la direction des études et de la planification au ministère des affaires étrangères et de la coopération, ministre conseiller à l'ambassade du Congo à Paris (France) et secrétaire général du ministère des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger. Il est diplômé, cycle supérieur, de l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature de l'Université Marien Ngouabi. Il parle français et anglais.

Enfin, le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Unie de la Tanzanie en RDC, Saïd Juma Mshama, lui, est né le 31 août 1967. Il a une maîtrise en administration des affaires de l'Institut de Management d'Arusha (Tanzanie) et d'un diplôme en sciences politiques d'Aligath Muslim University (Inde).

Il sied de rappeler que les personnalités congolaises ayant pris part à cette cérémonie protocolaire de présentation des lettres de créance auprès du chef de l'Etat : Samy Adubango, Vice-ministre des affaires étrangères ; Guylain Nyembo Mbwizya, Directeur de cabinet du chef de l'Etat et Christian Bushiri Ongala, Conseiller au collège diplomatique du chef de l'Etat.

## VOICI LES 45 PAYS OÙ LES CONGOLAIS PEUVENT SE RENDRE SANS VISA

N°	PAYS	MODALITE D'OBTENTION / DUREE	N°	PAYS	MODALITE D'OBTENTION / DUREE
1	BANGLADESH	A l'arrivée / 30 jours	24	ILE MAURICE	Gratuit / 90 jours
2	BENIN	Gratuit / 90 jours	25	MICRONESIE	Gratuit / 90 jours
3	BOLIVIE	A l'arrivée / eVisa / 90 jours	26	MOZAMBIQUE	A l'arrivée / 30 jours
4	BURKINA FASO	A l'arrivée / 30 jours	27	NEPAL	A l'arrivée / 90 jours
5	BURUNDI	Gratuit / 90 jours	28	PALAU	A l'arrivée / 30 jours
6	CAMBODGE	A l'arrivée / eVisa / 30 jours	29	PHILIPPINES	Gratuit / 30 jours
7	CAP VERT	A l'arrivée	30	QATAR	eVisa / 30 jours
8	COMORES	A l'arrivée / 45 jours	31	RWANDA	Gratuit / 90 jours
9	CUBA	Tourisme / 30 jours	32	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	A l'arrivée / 90 jours
10	DJIBOUTI	eVisa	33	SAMOA	A l'arrivée / 60 jours
11	DOMINIQUE	Gratuit / 21 jours	34	SENEGAL	Gratuit / 90 jours
12	EQUATEUR	Gratuit/90 jours	35	SEYHELLES	Enregistrement préalable en tant que touriste/30 jours
13	ETHIOPIE	A l'arrivée / eVisa / 90 jours	36	SINGAPOUR	Gratuit/30 jours
14	GHANA	A l'arrivée / 30 jours	37	SOMALIE	A l'arrivée / 30 jours
15	GUINEE-BISSAU	A l'arrivée / eVisa / 90 jours	38	ST VINCENT ET GRENADINES	Gratuit / 30 jours
16	HAITI	Gratuit/90 jours	39	TANZANIE	A l'arrivée / eVisa
17	IRAN	A l'arrivée / eVisa / 30 jours	40	TIMOR ORIENTAL	A l'arrivée / 30 jours
18	KENYA	A l'arrivée / eVisa / 90 jours	41	TOGO	A l'arrivée / 7 jours
19	LESOTHO	eVisa / 14 jours	42	TUVALU	A l'arrivée / 30 jours
20	MACAO	A l'arrivée / 30 jours	43	OUGANDA	A l'arrivée / eVisa
21	MADAGASCAR	A l'arrivée / 90 jours	44	ZAMBIE	A l'arrivée / eVisa / 90 jours
22	MALDIVES	A l'arrivée / 30 jours	45	ZIMBABWE	Gratuit / 90 jours
23	MAURITANIE	A l'arrivée			

Source : Ministère des Affaires Etrangères

## XII<sup>e</sup> CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE DE KINSHASA

# Le grand rendez-vous des acteurs de la diplomatie congolaise



Dans sa posture de garant du bon fonctionnement des institutions de la Nation Congolaise, le président Felix Antoine TSHISEKEDI a ouvert au ministère des affaires étrangères à Kinshasa, les travaux de la 12<sup>e</sup> Conférence Diplomatique de la R.D.C.

Il a eu des mots justes devant les diplomates congolais afin de leur inculquer sa vraie politique diplomatique dont le gouvernement doit impérativement s'en charger pour son exécution car, la diplomatie est un des piliers du plan de redressement d'un pays pour attirer les investisseurs et briser l'isolement avec le monde extérieur. Il a par ailleurs insisté sur l'ouverture à mieux vendre l'image de la RDC reposant sur les principes de dignité et de respect mutuel autour d'un idéal commun.

*En 2022, la conférence diplomatique a été placée sous le thème : « la diplomatie au service du développement de la RDC et de la paix ».*





Durant 3 jours, les Diplomates congolais ont pris suffisamment du temps à analyser ce thème de fond à comble pour guider l'action diplomatique d'un leadership authentique prôner par le chef de l'Etat Felix Antoine TSHISEKEDI.



Pour sa part, le Vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères Christophe LUTUNDULA PENE APALA a énuméré les recommandations dont celle de réaliser l'ambition légitime du chef de l'Etat congolais de hisser la R.D.C au niveau des pays prospères qui comptent sur l'échiquier international.

Pour y parvenir, d'après le patron de la diplomatie congolaise, il exige de l'audace à la limite de la témérité; de l'abnégation du soldat engagé; des moyens importants; de la patience d'orfèvre et un travail de titan qui s'inscrit dans la durée et fait du temps son allié privilégié.

Il a en outre exhorté ses convives à cerner ce qu'il a noté et qualifié comme leçon à tirer:

\*c'est l'esprit critique et d'amour de la patrie.

\*c'est la tenue de la 12<sup>e</sup> conférence diplomatique qui a été nécessaire et d'une opportunité singulière pour permettre aux acteurs de la diplomatie congolaise de se parler, de se requinquer et de consolider les passerelles indispensables entre eux, gages de l'efficacité et de l'efficience de la politique extérieure de la République Démocratique du Congo.

A l'arracher, le ministre des affaires étrangères congolais renouvelle toute sa gratitude au président de la République d'avoir bien voulu la parrainer et au gouvernement conduit par le premier ministre, Jean Michel SAMA LUKONDE, d'avoir mis à sa disposition les ressources nécessaires quant-à-ce !

*Gedeon Memina*

## GAMBIE-RDC

# Le Président ADAMA à Kinshasa pour renforcer les relations bilatérales



C'est le ministre congolais en charge de l'Intégration régionale, Didier Mazenga Mokanzu qui, au nom du Président Tshisekedi, s'est déplacé vers l'aéroport international de N'djili pour accueillir le Président Gambien, ADAMA BARROW.

Fort enthousiasmé par la mobilisation de la communauté gambienne de Kinshasa venue en lice pour l'accueillir dans l'enceinte de cette Alma mater aéroportuaire de la capitale Kinshasa, le président ADAMA, aussitôt arrivé, a été conduit au salon présidentiel de l'aéroport pour un bref entretien avec l'émissaire de Felix TSHISEKEDI, avant d'être accompagné au palais de la Nation pour y rencontrer son homologue congolais.



Les deux chefs d'Etat se sont entretenus sur les opportunités d'affaires dans plusieurs secteurs notamment dans le transport aérien, le tourisme, l'énergie, le commerce des bois et dans le domaine des infrastructures ; parce que c'est ce qui va constituer la relance dans le marché Africain, afin d'intégrer l'Afrique par la réalisation des grandes infrastructures de base, rêve de tout digne fille et fils du continent.

Nous avons parlé des opportunités d'affaires qui pourraient se présenter entre nos deux pays, du renforcement de la diplomatie et de la mise en relation de nos ministres des Affaires étrangères respectifs afin de développer ce domaine de coopération dans lequel nous voulons très rapidement nous lancer, a rapporté Felix Tshisekedi, à la sortie de son tête-à-tête avec son homologue.

La Gambie est un pays d'Afrique de l'Ouest, bordé par le Sénégal et doté d'un étroit littoral sur l'Océan Atlantique. Sa superficie est de 11.300 km<sup>2</sup> et sa population est de 2,417 millions d'habitant. Les ressources naturelles de la Gambie sont des gisements de Kaolin, d'étain, d'ilménite, de rutile et de zircon.

*Vianney Mavivana*

## RDC-BURUNDI

# Felix Tshisekedi à Bujumbura pour renforcer les relations d'amitiés



Dès sa descente d'avion, c'est avec les honneurs que le Président Felix Antoine TSHISEKEDI était accueilli sur le sol burundais, le 21 mai 2022 plus précisément à Bujumbura la capitale, accompagné de la première Dame Denise Nyakeru pour une visite officielle. Danse traditionnelle et bain de foule, rien n'était donc prestigieux pour le président de la R.D.C. Les enjeux de cette visite ont été importants pour les deux pays voisins et frères, il s'agissait de renforcer les relations d'amitiés et des coopérations qui doivent développer les projets communs et faire rapprocher davantage leurs deux peuples le plus longtemps possible.



Le couple présidentiel de la R.D.C s'est rendu ensuite au palais présidentiel Burundais où les deux chefs d'Etat ont eu un tête-à-tête de près de 2 heures dans le seul objectif d'observer les textes et les principes qui régulent la communauté des États d'Afrique de l'Est.

Au cœur de discussion, l'épineuse question de l'infiltration supposée des militaires burundais dans le territoire congolais. A vrai dire, toutes celles et tous ceux qui, à longueur de journée y traversent la frontière par centaines des milliers s'en ont pris aux autorités burundaises.

Voilà ce qui a pu justifier leur plaidoirie formulé à l'endroit de Felix TSHISEKEDI pour en finir avec ces actes odieux. Comme il est toujours répondant aux attentes des siens, c'est pour cela, sa présence énergétique a mis impérativement fin à toutes mal entendues.

Cette visite officielle s'est achevée par un dîner de gala en famille au palais présidentiel burundais.

*Jonathan Kadima*



*Son Excellence Monsieur Benoît-Pierre Laramée est l'ambassadeur du Canada en République démocratique du Congo depuis 2021.*

*Marié à madame Christiane Giroux et père de deux enfants, monsieur Laramée est diplômé en génie géologique à l'Université du Québec à Montréal (1990).*

*Il a travaillé de 2000 à 2007 à l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) à Port-au-Prince, ensuite à Ottawa. De 2008 à 2011, il a été directeur du Programme régional interaméricain. Monsieur Laramée a été haut-commissaire au Cameroun et ambassadeur au Gabon et en République centrafricaine de 2011 à 2015. Il a également été haut-commissaire au Bangladesh de 2015 à 2017.*

*Avant d'être nommé à Kinshasa, il a été ministre-conseiller à Bridgetown, à la Barbade, où il a occupé à la fois les postes de directeur principal du Programme de développement pour les Caraïbes et de directeur canadien à la Banque de développement des Caraïbes. Son Excellence Laramée est également ambassadeur du Canada à Brazzaville, avec résidence à Kinshasa.*



## AMBASSADE DU CANADA

Située dans le quartier sécurisé de Kinshasa, l'ambassade du Canada en RDC dispose de l'ensemble du personnel et des services nécessaires à la représentation et à l'action du Canada en RDC.

Son ambassadeur, Monsieur Benoît-Pierre Laramée dirige les activités de l'ambassade et l'ensemble du personnel qui se consacre à la mise en œuvre d'un large éventail de programmes.

L'Honorable Mélanie Joly est l'actuelle Ministre de Affaires étrangères du Canada, et Son Excellence Justin Trudeau, premier Ministre depuis 2015.

Le Canada travaille sur l'approfondissement des relations avec la RDC en faisant progresser les valeurs communes des deux nations, comme la promotion

des droits de la personne, plus particulièrement ceux des femmes et des filles, la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, et l'Etat de droit.

En plus de ses efforts en matière de développement, le Canada a l'un des plus grands contingents de soldats de la paix, de militaires et de policiers au sein de la MONUSCO.

[Knsha@international.gc.ca](mailto:Knsha@international.gc.ca)

Tél : (+243) 996 021 500 ; 996 021 510

17, avenue Pumbu, Kinshasa-Gombe

[www.canadainternational.gc.ca/congo](http://www.canadainternational.gc.ca/congo)



*A vrai dire, le Canada est l'un des partenaires sur lesquels la RDC doit absolument compter et s'en inspirer considérablement. Depuis lors jusqu'à ce jour, les avancées très significatives se sont accomplies dans diverses domaines de la vie des congolaises et congolais. Cependant, les relations bilatérales entre le Canada et la RDC se renforcent et s'intensifient davantage.*

## SANTÉ ET ASSISTANCE HUMANITAIRE

Depuis 60 ans, le Canada aide la RDC à améliorer l'accès aux soins de santé en offrant de la formation, des équipements et des structures de santé.

L'aide internationale du Canada vise à aider les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables.

En mai dernier, le Canada a appuyé le projet « Amélioration de la résilience du système de santé pour assurer la santé sexuelle et les droits reproductifs des femmes et filles en RDC », avec ses partenaires tels qu'UNFPA/RDC et ONU femmes/RDC.

Des centaines de femmes du Kasai, du Kasai Central et du Sankuru ont bénéficié des interventions de réparation de fistules, qui ont permis à ce qu'elles retrouvent leur sourire et leur dignité.

Le Canada est l'un des principaux contributeurs de COVAX. Il soutient des projets par le biais du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, et la RDC est un grand bénéficiaire de cet appui à la riposte COVID-19, par l'entremise du déploiement rapide de traitements tels que l'oxygène et le dexaméthasone par l'UNICEF.

A côté de leur gouvernement, les Canadiens ont fait un don de près de 10 millions \$ de leur propre fonds pour aider l'UNICEF à étendre la chaîne du froid mondiale des fabricants aux cliniques de village et acheter des vaccins pour les pays qui luttent pour protéger leurs citoyens, comme en RDC.

À la suite de la 14e épidémie d'Ebola dans le grand Équateur, le Canada contribue aux opérations de secours en RDC par l'intermédiaire de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) pour la prestation de services de santé, de soutien psychosocial et d'activités de protection.

Le Canada contribue depuis plus d'un an à l'amélioration de l'accès aux soins maternels et infantiles, principalement les soins nutritionnels des personnes vulnérables dans la zone de santé de Kailo dans la province du Maniema, en partenariat avec ALIMA, une organisation médicale humanitaire présente dans 11 pays d'Afrique.



## DOSSIER

Le Canada avait alloué un montant de 39,5 millions \$CA destinés à l'aide humanitaire en RDC pour l'année 2021-2022. Ce fonds, 4e plus grand au monde pour le Canada, est en croissance. Il est affecté prioritairement à la protection, la distribution de nourriture et d'eau potable, les traitements contre la malnutrition aigüe, les abris et les articles domestiques essentiels, l'assainissement et l'accès aux soins de santé, le soutien médical et psychosocial aux survivantes et survivants de violence sexuelle, les services de prévention et d'identification des infections ainsi que la recherche de contacts dans le cadre de la réunification des familles.

Les provinces bénéficiaires sont l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, les Kasai et le Tanganyika.



Trois millions \$CA sont investis pour augmenter la production de 8.500 ménages avec des semences pour les aliments de base et des aliments frais. Un total de 3.000 ménages ont reçu un appui aux activités génératrices de revenus, à l'élevage et à l'accès aux protéines animales. Les provinces concernées sont l'Ituri (territoire de Irumu), le Kasai Oriental (territoire de Tshisenge) et le Kasai (territoire de Kamonia).



Le projet «Talents Pluriels », dont les activités ont été lancées le 25 mai dernier, vise à augmenter l'entrepreneuriat et la participation sûre, inclusive et équitable des jeunes vulnérables (jeunes femmes, jeunes marginalisés, jeunes vivant avec handicap...) au marché du travail formel. Financé par le Canada et la coopération suédoise, ce projet vise également à aider les entreprises à adopter et mettre en œuvre des stratégies, des programmes et des politiques d'emploi sûrs, inclusifs et sensibles au genre et aider les communautés, familles et réseaux de soutien vulnérables à créer des environnements sûrs et inclusifs.

En RDC, plus de 27 millions des congolais sont en situation d'insécurité alimentaire aigüe. Le Canada contribue à éradiquer la faim avec le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Action contre la Faim (ACF) et l'Alliance de recherche panafricaine sur les haricots (PABRA) en introduisant les bonnes pratiques agricoles et alimentaires dans les communautés pour atteindre l'ODD2 : FaimZéro. Avec le FAO-RDC, le Canada soutient la résilience des ménages les plus vulnérables face à la Covid-19.





« Pouvoir Choisir », un programme en faveur des jeunes femmes et adolescentes, mis en œuvre par l'OXFAM et financé par le Canada, vise à accroître l'accessibilité des personnes vulnérables aux services de santé sexuelle et reproductive en RDC.

Lancé le 03 mai 2022 pour une durée de six ans, ce programme est mis en œuvre dans la province de l'Équateur, avec trois volets, à savoir : \*La santé de la reproduction ; \*La prévention et contrôle des maladies (WASH); et \*Genre et plaidoyer. Le Canada a contribué à la formation du 7<sup>e</sup> Pool des 30 femmes en provenance des 8 zones de santé du Kasai-Central avec ses partenaires UNFPA et ONU Femmes.

Renforcées en préparation & réponse humanitaire, elles font désormais partie des 222 sages-femmes humanitaires que compte la RDC.

Cette formation pratique s'est avérée utile et adaptée aux besoins d'enfantement des femmes enceintes dans un contexte humanitaire délicat.

Le Canada a co-présidé le 3<sup>e</sup> Comité de pilotage du projet Accès aux services de santé à Kinshasa (ASSK) avec la Ministre provinciale de la Santé publique Hygiène et Prévention.



Financé par Affaires mondiales Canada (AMC), ce projet est mis en œuvre par Santé Monde en consortium avec le Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) via son Unité de santé internationale (USI) (CHUM/USI).

Il est prévu pour une durée de 6 ans (2018-2024) et couvre sept zones de santé (ZS) dans la province de Kinshasa à savoir : Bumbu, Kasa-Vubu, Makala et Ngiri-Ngiri en région urbaine, et Maluku 1, Maluku 2 et Nsele en région rurale ou urbano-rurale. Il vise l'amélioration de la santé des femmes, des enfants et des adolescents vivant dans la province de Kinshasa.

## ÉGALITÉ DES GENRES ET DROITS DE LA PERSONNE

Pour un investissement annuel estimé à près de 95 millions \$CA, en partenariat avec des organisations internationales et des ONG, le Canada appuie la RDC, dans les domaines de l'égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles, la dignité humaine, la gouvernance inclusive, la paix et la sécurité.

La croissance au service de tous, la promotion de l'environnement et l'action pour le climat sont également des priorités du Canada.

Depuis 2006, le Canada apporte sa contribution à la RDC dans la lutte contre les Violences sexuelles basées sur les genres « VSBG » en y ayant investi près de 65 millions \$CA, en vue de fournir de l'assistance médicale à ces victimes, de l'aide psychologique et pédagogique ainsi que l'accès à la justice pour mettre fin à l'impunité.

L'année dernière, la campagne «Je me lève contre les VSBG » lancée par la Solidarité Féminine pour le Développement Intégral (SOFEPADI) en collaboration avec OXFAM et les Organisations membres du Groupe thématique sur l'Accès à la justice et la réparation en faveur des survivants des VBG, a reçu l'appui financier du Canada, partenaire majeur dans la lutte contre les VBG en RDC.

« Justice, Autonomisation et Dignité des Femmes et des Filles en RDC, (JAD) », cet autre projet Lutte contre les Violences basées sur le genre (VBG) : bénéficie depuis 2018, de l'aide internationale féministe du Canada, avec le PNUD, l'UNFPA, le BCNUDH et l'Oxfam. Celle-ci a permis la gestion holistique de plus de 15.000 survivantes VBG, dont 3.700 bénéficiaires d'aide juridique au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Kasai Central et Kinshasa.



Pour le Canada, la VBG est une injustice qui empêche une paix durable. En RDC, 5 agent(e)s de la police canadienne travaillent avec la MONUSCO, pour former la Police nationale Congolaise, sensibiliser les communautés, prévenir et répondre à la VBG pour l'égalité des genres.



« Voix et Leadership des femmes, (VLF) » est une initiative phare du gouvernement du Canada, s'inscrivant dans sa Politique d'aide internationale féministe qui vise à promouvoir l'égalité des genres et à contribuer au renforcement du pouvoir et du leadership des femmes et des filles.

Le 29 avril dernier, madame Nancy Foster, Cheffe de la coopération et Chargée d'Affaires intérimaire de l'ambassade du Canada a assisté à la présentation des réalisations de ce projet en présence de plusieurs organisations féministes. Mis en œuvre par le Centre Carter dans six provinces de la RDC pour une durée de 5 ans (2019-2024), avec un financement de 8,7 millions \$CA, le projet a permis de renforcer les capacités du point de vue institutionnel et technique, de 21 organisations congolaises de défense des droits des femmes dont 14 réunies au sein de 4 consortiums, afin qu'elles

acquièrent des compétences qui leur permettent de mener des actions de plaidoyer, en misant sur des approches innovantes et efficaces pour faire avancer l'égalité des genres et renforcer l'autonomisation des femmes et des filles en RDC.

Plus de 4 millions de personnes ont été touchées par les activités menées par les organisations locales au travers les appuis directs pour les activités d'autonomisation, les formations, le plaidoyer et les séances de sensibilisation.



L'ambassadeur Laramée multiplie des échanges avec les membres des institutions politiques de la RDC, sur la nécessité d'accroître la représentation des femmes au parlement.



Avec l'honorable Christelle Vuanga, actuel cheffe de la Commission sur le Genre, la Famille et les Enfants, ils ont échangé sur point sensible, le problème du mariage forcé précoce, soulevé par la députée nationale.

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La coopération entre le Canada et la RDC dans le domaine de l'éducation peut contribuer à l'accélération de la croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie des congolais.

Le Canada apporte son expertise à la RDC en perspective de l'atteinte des ODD.



En février dernier, l'ambassadeur Laramée avait participé à la réunion des partenaires techniques et financiers du secteur minier en RDC, à Kinshasa, sous le thème : « la nécessité de la mise en œuvre d'un système de coordination du Partenariat Technique et Financier dans le secteur minier ».

Le Canada qui co-coordonne cette année avec l'Unicef (facilitateur neutre), le réseau des partenaires techniques et financiers du secteur minier en RDC, reste un modèle de réussite en matière de la gestion des ressources minières à la base du développement économique et, est disposé à accompagner la RDC dont, 80 % des recettes budgétaires proviennent des mines.



En novembre 2021, l'Ambassadeur Laramée a participé à l'inauguration de l'Académie des Sciences et Technologies (ASCITECH).

En compagnie d'une délégation de Idée Education Entrepreneuriale, il a décerné des certificats de reconnaissance aux premiers finalistes du secondaire, cohorte 2021 et dévoilé la plaque commémorative de l'Organisation internationale des écoles communautaires entrepreneuriales conscientes à laquelle appartient désormais ASCITECH.

## INVESTISSEMENTS CANADIENS

La promotion des relations commerciales et des investissements en RDC fait partie des priorités de l'ambassade du Canada. En plus des entreprises minières, les secteurs agricoles, forestier, énergétique, sanitaire, de formation, de service, bénéficient également des investissements canadiens en RDC, tel que : le Centre médical Diamant qui compte, à ce jour, plusieurs extensions à Kinshasa et, est considéré comme l'un des plus grandes institutions sanitaires en RDC.



Cette année, le Canada a célébré la Francophonie à travers la promotion du partenariat interuniversitaire entre l'Université de Sherbrooke (Canada) et l'Université LOYOLA du Congo (RDC) par l'entremise de l'ICAM France.

Ce partenariat profitable à la jeunesse francophone de la RDC signé en 2020 et cristallisé par l'institution de la faculté d'ingénierie Ulc-Icam, est très prometteur pour le développement de la RDC du fait du potentiel d'innovation constaté lors de la démonstration des réalisations expérimentales à ce jour.

A cette occasion, l'ambassadeur Benoit-Pierre Laramée a soutenu que l'engagement du Canada à la Francophonie tient non seulement à la langue, mais aussi aux valeurs de paix, de démocratie, du commerce et des droits humains.

Un don de livres est offert par le Canada à la jeunesse de la RDC, afin de l'encourager à poursuivre des études supérieures.



Le Canada collabore avec le gouvernement congolais, le secteur privé et la société civile pour une gouvernance minière inclusive, protectrice de l'environnement, respectueuse des droits de l'enfant, des femmes et des communautés locales, et pour des partenariats axés sur la transparence en perspective du développement durable de la RDC.

## CANADA-RDC

# 60 ANS DE RELATIONS DIPLOMATIQUES

**S'agissant de la représentation Canadienne à Kinshasa, le Canada est présent par voie diplomatique avec la 1ère accréditation de son ambassadeur en 1962. Peu après, l'ambassade a ouvert ses portes en 1965. Voilà que l'ambassade du Canada a été fermée de 1993 à 1997 pour protester contre les violences des droits de personnes sous le régime du président Mobutu.**

**M**ais, au fil des années, l'histoire retiendra qu'à Kitshanga dans la province du Nord-Kivu, le 21 Janvier 2020 en visite dans cette partie de la RDC, Karina Gould en son temps, ministre Canadienne du développement international est allée à la rencontre des déplacés du site de Kizimba, un camp interne situé dans le territoire de Rutshuru.

La délégation de la ministre Canadienne était accompagnée du Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général de l'O.N.U en RDC, du Coordonnateur résident et coordonnateur humanitaire, David McLachlan-Karr, et d'une équipe de l'Organisation Internationale pour les Migrations (O.I.M).

Le camp de Kizimba, qui s'étend sur 6 hectares, a vu le jour en 2013 et héberge aujourd'hui près de 5000 personnes. Les déplacés se sont retrouvés dans les camps pour diverses raisons. Certains ont fui les affrontements entre milices rivales, d'autres ont échappés aux attaques d'hommes armés qui ont pillés leurs villages, d'autres encore se sont vus déposséder de leurs champs. Karina Gould elle, en a fait le tour du camp des déplacés. Ce qui lui a permis de rencontrer les représentantes des femmes les plus affectées par la situation d'insécurité de tout genre. Elle avait promis aux déplacés le soutien de son pays afin de soulager leur vulnérabilité, chose qui fut fait à ce jour à la grande satisfaction de cette population épris de paix alimentaire et sécuritaire il y a de cela plusieurs décennies.



**Ambassade de la RDC  
à Ottawa (Canada)**



**Karina Gould,**  
*ministre canadienne à l'époque  
reçu par le président Tshiseke-  
di (Kinshasa,  
janvier 2020)*

L'aide humanitaire Canadienne est structurée autour de quatre composantes : La première, la plus importante en termes de déboursements et d'interventions, est le PAHI de l'ACDI. La deuxième est constituée par l'actuel groupe des affaires humanitaires et interventions lors de catastrophes, né sous une forme encore embryonnaire sous l'égide du ministre Canadien Axworthy en 1996. La troisième est celle constituée par les Forces armées Canadiennes, responsable

du déploiement du D.A.R.T, qui hisse le drapeau unifolié au cœur des grandes catastrophes naturelles. La quatrième, souvent la plus visible du grand public au moment du lancement de ses campagnes de souscription, reste le groupe des ONGs Canadiennes intervenant sur le champ des opérations humanitaires.

A vrai dire, le Canada est l'un des partenaires sur lesquels la RDC doit absolument compter et s'en inspirer considérablement. Depuis lors jusqu'à ce jour, les avancées très significatives se sont accomplies dans divers domaines de la vie des congolaises et congolais. Cependant, les relations bilatérales entre le Canada et la RDC se renforcent et s'intensifient davantage. A ce sujet, la République Démocratique du Congo jadis, Un pays toujours en proie au doute par des manipulateurs de conscience des gens, c'est dans ce sens que Félix TSHISEKEDI, le 5<sup>e</sup> président congolais de l'histoire, dès son accession à la magistrature suprême, a pris à bras le corps cette problématique qui du reste, n'encourageait pas des investisseurs directs étrangers. C'est pour cela qu'il a vite multiplié plusieurs voyages à l'étranger, que d'aucuns qualifierait de trop. C'est en raison effectivement de la détérioration générale du climat des affaires. Or, le Canada dans sa lutte permanente pour le bien-être de nos populations avait entamé les négociations bilatérales dès les années 60. C'est ainsi qu'en février 2015, il en a renoué avec un accord qui fut signé en vue d'aider ces deux peuples les plus francophones du monde, à regarder dans la même direction sur la promotion et la protection des investissements étrangers (A.P.I.E). En l'absence de cet accord de principes, le climat des affaires congolais serait hypothétique.

Bien avant cela, en avril 2010, Joseph Kabila en son temps, président de la république, avait reçu dans son cabinet de travail au palais de la Nation, la gouverneure générale du Canada, Michaël Jean.



Les deux personnalités se sont mis d'accord sur cette question qu'il y a autour justement du climat des affaires en République Démocratique du Congo. Vous êtes sans ignorer que le bon fonctionnement d'un État se raffermir sur base de la continuité. C'est pourquoi, la gouverneure générale du Canada en visite officielle à Kinshasa, Michaël Jean, a eu des mots justes à l'endroit des autorités congolaises en ces termes : « Nous avons tout à gagner en partageant nos expériences et en collaborant davantage dans les efforts et les initiatives en vue de favoriser une plus grande responsabilité, une plus grande participation sociale des entreprises dans tous les secteurs. C'est-à-dire que les activités commerciales doivent s'inscrire et se pratiquer dans un cadre éthique, respectueux du sort des populations ». Sachez que depuis la nuit de temps, le Canada a toujours été proche de la République Démocratique du Congo, c'est ce qui atteste favorablement que ces deux États francophones sont des vieux amis.



### **Michaël Jean**

*Gouverneure générale du Canada en son temps. Ici lors de son allocution à Kinshasa, devant les autorités congolaises.*



Visiblement, l'assistance humanitaire du Canada pour la RDC a fait l'objet d'importantes réformes à l'Est du pays, afin de pouvoir y remédier aux insuffisances structurelles existantes qui ont longtemps ralenties les investisseurs publics et privés.

C'est pour cela, le gouvernement congolais avec l'appui de l'ambassade du Canada à Kinshasa s'y emploient bec et ongle à relancer, tant soit peu, l'activité économique tout en rendant fluide et lucide la réhabilitation des infrastructures de base. En même temps, les deux parties sont en train de tout mettre en œuvre pour apporter des mesures correctives nécessaires favorisant l'amélioration du climat des affaires notamment, élargir la corruption sous toutes ses formes pour enfin, éviter d'abus économiques qui y ont élu domicile pour n'en-ce pas attirer beaucoup plus d'investissements.

Au regard des enjeux de l'heure, les partenariats publics et privés, avec les investisseurs Canadiens s'avèrent d'une importance capitale pour répondre aux besoins croissants des populations vulnérables. La RDC n'est ni un paillason.

## « COMMENT LE CANADA REPARTISSE-T-IL LE FONDS POUR L'INVESTISSEMENT EN RD.CONGO ? »

Le Canada est membre de la commission de consolidation de la paix des Nations Unies et la présidait en 2020. Il est l'un des principaux donateurs du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, très actif en République Démocratique du Congo.

Le Canada a annoncé une contribution de 15 millions de dollars à ce fonds en 2021 et, bien plus pour les années qui s'en suivront.

La RDC étant le plus grand pays francophone du monde, et le Canada, deuxième plus important contributeur de l'organisation internationale de la francophonie (OIF), collaborent étroitement au sein de cette organisation internationale qui a, entre autres pour mission de promouvoir la francophonie économique et de renfoncer l'espace économique francophone pour en faire un espace d'échanges économiques, de coopération et de solidarité privilégié, mutuellement bénéfique. La RDC est un pays prioritaire pour le plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité. Le Canada défend mordicus les droits des femmes et des filles, milite aussi en faveur du renforcement du pouvoir des femmes dans la prise de certaines décisions politico-administratives. Bien évidemment, la lutte contre l'impunité des auteurs de violence sexuelle est fondée sur le genre, telle est son cheval de bataille.



Le financement du Canada en faveur des populations congolaises permet de fournir des soins de santé ainsi que des services psychosociaux et juridiques à toutes formes de violence, surtout renforcer les institutions nationales clés, et de soutenir les organisations locales de femmes pour promouvoir l'autonomisation et les droits des citoyens.

Par l'entremise du programme des opérations de paix et de stabilisation, le Canada travaille avec des organisations de la société civile afin de faire progresser ce programme "Femmes, paix et sécurité", pousser les bouchons plus loin sur les efforts généraux pour la paix et la sécurité dans tout le pays, attaquer les causes profondes de la violence fondée sur le genre, faire en sorte que les efforts des plaidoyers locaux avancent vers son aboutissement.

Le programme d'investissement Canadien soutient également la participation active et significative des femmes en RDC dans la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur "les femmes, la paix et la sécurité", à en croire les experts, le processus de paix et la consolidation de celle-ci ne sont pas fantaisistes parce que, bien que des investissements miniers Canadiens en RDC soient importants mais, les relations commerciales et économiques d'import-export entre ces deux pays, pionnier du monde francophone sont très modestes sur terrain.

« LE CANADA EST DETERMINE A RENDRE ENCORE LA RDC UN PAYS FREQUENTABLE ET VIVABLE»



Le Fonds Canadiens d'Initiatives locales (FCIL) accorde un financement modeste à des projets de petite échelle qui génèrent d'importants résultats, et ce, dans plus de 125 pays admissibles à recevoir de l'aide publique au développement.

Le FCIL dispose d'un budget de programmation annuel de 26.8 millions \$, avec une moyenne de 30.000\$ par projet dans les territoires nécessiteux.

Les projets locaux pour la RDC sont planifiés et mis en œuvre principalement par des organismes locaux qui sont sélectionnés, approuvés par l'ambassade en connivence avec le haut-commissariat du Canada.

Le FCIL est un fonds unique en son genre, puisque la plupart des projets qu'il finance sont conçus et mis en pratique par les organisations locales de la société civile. Ces organisations comprennent les priorités et les besoins locaux qui sont souvent les mieux à même d'y répondre. Cela accentue l'impact global des projets et renforce la mobilisation envers des enjeux cruciaux pour le bien-être des communautés locales.

Le FCIL finance environ 600 projets par année. Cela comprend un large éventail d'initiatives, de la formation d'observateurs électoraux locaux à l'amélioration de la résilience des communautés face aux conséquences des changements climatiques, en passant par le soutien à l'inclusion des femmes dans les



négociations locales pour la paix. Avec comme mission soutenir des groupes locaux par un financement adéquat susceptible de changer leur environnement, le FCIL aide aussi les organisations de la société civile à s'épanouir et à réussir leur projet.

Les priorités du FCIL se concentrent sur des questions telles que : \*L'égalité des genres et les renforcements du pouvoir des femmes et des filles \*Les droits de la personne \*La démocratie et la gouvernance \*La paix et la sécurité \*Les actions contre les changements climatiques \*La croissance économique.

Le FCIL se soumet à la demande de financement des organisations internationales qui en ont droit : \*les organisations locales non gouvernementales, communautaires et sans but lucratif \*les établissements d'enseignement locaux \*les organisations non gouvernementales internationales \*les institutions, les agences intergouvernementales, multilatérales et régionales \* les institutions ou les organismes gouvernementaux à l'échelle municipale, régionale ou nationale du pays bénéficiaire \*les organisations non gouvernementales et sans but lucratif Canadiennes.

Tandis que les organisations locales de la société civile reçoivent la majeure partie du financement du FCIL. Toutefois, les autres organisations et institutions énumérées peuvent aussi solliciter une demande de financement si elles travaillent avec des partenaires locaux sur des projets à l'échelle locale qui cadrent bien entendue avec les objectifs du FCIL. Le FCIL accorde également du financement modeste à des projets qui visent à répondre à des catastrophes naturelles et à des situations d'urgence humanitaire.



**« LE CANADA SE DESTINE ET SE CONCENTRE POUR LA BONNE SECURITE ALIMENTAIRE, ECONOMIQUE ET DANS LA PROTECTION DES POPULATIONS VULNERABLES »**

Le Canada est préoccupé par les violences persistantes en RDC, particulièrement la violence sexuelle et fondée sur le genre, et les violations des droits de la personne, notamment à l'Est dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Le Canada soutient la Monusco par l'entremise de déploiements des personnels militaires (Opération Crocodile) et policier (Missions de maintien de la paix).



Créée en 2010, la MONUSCO œuvre en RDC comme successeur de la mission de l'Organisation des Nations Unies (Monuc), elle-même établie en 1999. Le mandat de la Monusco comporte deux priorités stratégiques à savoir : \*la protection des civiles et l'appui à la stabilisation et au renforcement des institutions de l'Etat dans des principales réformes en matière de gouvernance et de sécurité.

Grace à son appui à cette mission onusienne en RDC, le Canada contribue aux efforts nationaux et internationaux visant à assurer la stabilisation et la consolidation d'une paix durable en République Démocratique du Congo, dans le but de travailler pour la protection des populations civiles, en particulier des enfants, ensuite contre les violences des droits de la personne.

La concrétisation de plusieurs accords signés datant peut-être pas, avec la ferme volonté des dirigeants politico-administratifs actuels, refaire surface pour offrir une plus grande prévisibilité et une certitude accrue au gouvernement Canadien via son ambassade à Kinshasa, à envisager de réaliser des investissements gagnant-gagnant même le plus fou dans tous les secteurs de la vie nationale congolais qui pourraient contribuer grandement à accroître et, surtout favoriser la croissance ainsi que le développement économique de la RDC, un pays à la dimension d'un continent.

A noter que, le Canada intervient en République Démocratique du Congo également en matière de construction d'abris, de fourniture de vivres et du retour des déplacés de l'Est du pays dans leurs milieux d'origine.



## TURQUIE-RDC

### Le Président ERDOGAN à Kinshasa pour signer les accords économiques et sécuritaires

**La Turquie est à ce jour, l'une des destinations commerciales et touristiques les plus visitées des Congolais. Les échanges commerciaux entre la RDC et le pays d'ERDOGAN ont poussé les dirigeants des deux Etats à se rapprocher davantage. La visite remarquable du président Turc à Kinshasa en est une preuve.**

**D**es accords furent signés entre la Turquie et la RDC, parachevant ainsi les Trois rencontres au sommet effectuées en l'espace de six mois et qui symbolisent la volonté de raffermir nos relations a-t-il souligné devant la presse, Felix TSHISEKEDI. Parmi ces textes signés entre les deux pays figurent l'accord cadre militaire, le protocole de mise en œuvre de l'assistance en spèces, l'accord de coopération de l'industrie de défense, le mémorandum d'attente sur la construction de la place financière de Kinshasa, le mémorandum fluvial sur le majestueux Fleuve Congo et ses affluents, le mémorandum d'infrastructure de base et de transport, ainsi que les mémorandum d'attente pour la construction d'une route et d'une ligne de chemin de Fer de 1083 kilomètres. Indiquant que la question sécuritaire constitue le mobile de son action pour son pays, la sécurité reste et demeurera une priorité, a renchérit le président congolais pour la circonstance. Visiblement, la R.D.C est confronté au phénomène des groupes armés d'une part et de groupes terroristes d'autre part, c'est un phénomène qui a endeuillé à plusieurs reprises la Nation entière.



Voilà pourquoi dans son allocution devant les autorités tant civiles que militaires, Felix TSHISEKEDI a ensuite annoncé que son pays avait sollicité le soutien et la collaboration de la République de Turquie afin d'y remédier totalement et pleinement face à cette barbarie pour n'es-ce pas nous accompagner dans la formation et le renforcement des capacités de nos forces de défense et de sécurité. Par ailleurs, il a aussi avoué; qu'au-delà du domaine de la sécurité, nous avons évoqué également d'autres domaines comme celui, des infrastructures, de la santé, des transports et bien d'autres secteurs de la vie nationale à venir dans cette collaboration avec nos amis Turcs.

*Jean Michel Kinika*

# Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale (CND-SI)

Le Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale (CND-SI) est une structure gouvernementale ayant pour mission principale : d'Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des activités des commissions sectorielles des points focaux, des partenaires bi et multilatéraux, ainsi que des organisations non-gouvernementales du secteur du Désarmement et de la Sécurité internationale qui opèrent en RDC.



**Le CND-SI a ainsi pour vocation de restaurer l'ascendance du gouvernement dans ce secteur en redynamisant notamment :**

- \* La rédevabilité des intervenants (Commissions, ONGs, Partenaires) ;
- \* L'utilisation des ressources de l'Etat ou obtenues en son nom ;
- \* La synergie des énergies et des approches dans la mise en œuvre des instruments internationaux qui engagent la République Démocratique du Congo ;
- \* La conception de politiques du gouvernement en matière du Désarmement et de la Sécurité internationale devant permettre au Pays de disposer de son propre arbre des priorités en la matière.



Contacté par nos limiers, le coordonnateur du Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale, monsieur Guy NGEBAS IMPIOB, qui du reste en est le concepteur, nous a confié que parmi les nombreuses tâches assignés au CND-SI, il y a notamment : l'obligation de présenter au gouvernement, périodiquement, la cartographie sécuritaire du pays au plan du désarmement et de la sécurité internationale par rapport aux pays limitrophes et à la sous-région.

C'est franchement un travail combien important pour le Pays et qui doit bénéficier de l'attention particulière du gouvernement pour un bon fonctionnement de ce service comme de tant d'autres dans plusieurs autres domaines, question de bien motiver tous ceux qui sont habilités à travailler avec patriotisme pour l'intérêt majeur de la nation Congolaise.

**BELGIQUE-RDC**

Une mission économique et commerciale belge à Kinshasa pour retisser les liens distendus avec la RDC



**La mission économique et commerciale belge organisée en RDC, a réuni 77 entreprises belges et, s'est déroulée notamment en présence du premier ministre de la République Démocratique du Congo, Jean Michel Sama LUKONDE KYENGE et de plusieurs personnalités politiques et économiques Belges dont l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa, Jo Indekeu.**

**A**près plusieurs années sans mission économique, les entreprises Belges et Wallonnes viennent retisser les liens distendus avec la RDC, compte tenu de la longue absence due aux élections présidentielles et la crise sanitaire. C'est un fait, il y a à ce jour en terre congolaise une forte demande congolaise et belge de renforcer leurs liens économiques. La preuve, en seulement dès l'entame de cette année 2022, plus de 77 entreprises belges se sont inscrites à la mission qui s'est organisée sous les auspices des dirigeants congolais en date du 21 au 25 mars 2022 dans le pays. Petit tour d'horizon des enjeux et opportunités économiques qui lient la Belgique et la Wallonie à ce gigantesque pays qu'est la RDC

81<sup>e</sup> client de la Wallonie en 2021, la RDC n'en demeure pas moins un marché stratégique en Afrique subsaharienne pour la Belgique et ses régions.

C'est ce qui justifie, qu'à chaque mission économique organisée par le fédéral ou les régions, les entreprises sont toujours nombreuses à y répondre massivement ! Malgré les annulations des éditions précédentes (difficultés politiques et pandémie due au Covid-19) et la diminution de la taille des échanges économiques et commerciales entre les deux pays, 77 entreprises belges ont acceptés volontiers faire le déplacement à Kinshasa, capitale de la RDC, dans le cadre de la dite mission, Edition 2022 qui a été pilotée par Hub Bruxells (l'Agence Bruxelloise pour l'accompagnement de l'entreprise), en collaboration avec F.I.T (Flandre) et l'AWEX (Wallonie). Si depuis plusieurs années déjà, les économies africaines, dont la RDC, se sont principalement tournées vers l'Est, la Chine, l'Inde et la Turquie en tête ; la Belgique reste, parmi ses partenaires européens, un de ses plus important. .

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Félix TSHISEKEDI en 2019, le pays semble se rouvrir progressivement à l'occident. Lors de la soirée d'ouverture de la mission économique et commerciale belge au Pullman Hôtel, l'ambassadeur belge en RDC, Jo Indekeu, a d'ailleurs souligné que « là où les relations se ralentissaient autrefois, avec le gouvernement actuel s'y investit inéluctablement dans des reprises de contacts bilatéraux avec des pays comme la Belgique, mais aussi avec les institutions financières internationales comme le F.M.I et la Banque mondiale.



C'est pourquoi, une convention sur la protection et la promotion mutuelle des investissements entre la RDC et l'Union européenne Belgo-luxembourgeoise (U.E.B.L), a par ailleurs été ratifiée en 2021, faisant de la Belgique un des seuls pays à disposer d'une telle convention avec la RDC. La conséquence la plus visible serait notamment de permettre aux entreprises d'éviter le double imposition, un atout indéniable pour ceux qui veulent se lancer sur le marché.

En effet, l'économie de la RDC est à l'heure actuelle dominée par son secteur minier (cuivre, cobalt, diamant, or, étain), mais de nombreux autres secteurs moteurs de la transition économique du pays sont potentiellement intéressants pour les entreprises Wallonnes. Ceux-ci actifs dans l'énergie (Nombreux barrages hydroélectriques) dont le potentiel encore exploitable est estimé à 100.000 MW soit 37% du potentiel total Africain. Il y a également le biomasse, l'éolien, le solaire, le biogaz et le biocarburant, en outre, le secteur de Transport (gigantesque réseau routier en voie de rénovation) ; l'Agroalimentaire, la Santé, le Tourisme, les Télécommunications et enfin le Numérique (Plan nationale de développement en cours de déploiement). Les secteurs porteurs en RDC sont donc variés et destinés à soutenir le pays dans l'accélération de son développement.

Il y a là des opportunités que les entreprises belges peuvent saisir. Durant la mission, les participants belges ont dus rencontrer des entreprises congolaises issues de ces métiers précités et actuellement en recherche de partenariat.

Pour sa part, le premier ministre congolais, Jean Michel Sama LUKONDE a appelé à un partenariat franc, sincère et gagnant-gagnant entre les opérateurs économiques belges et congolais dans le but de promouvoir la croissance économique et le bonheur commun. Il l'a dit à l'ouverture des travaux de la mission économique et commerciale Belge en RDC. Ces travaux ont été lancés par lui le lundi 21 mars au Pullman hôtel de Kinshasa.

Le chef du gouvernement congolais a souligné dans son allocution, l'importance de cette mission qui va susciter auprès de l'Etat congolais et des entreprises privées, des opportunités d'affaires devant renforcer, d'une part, le partenariat public-privé, et d'autre part, soutenir la volonté de coopérer en vue d'améliorer le climat des affaires en RDC.

Le premier ministre congolais a rappelé également que les réformes et tout l'arsenal juridique en vigueur, dont la législation douanière, le code des investissements, le code minier, la législation sur les hydrocarbures, le droit forestier, le droit agricole, le code du travail, le droit commercial ou encore le régime de change ayant permis, entre autres, la réadmission de la République Démocratique du Congo aux préférences commerciales offertes par la loi américaine sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (l'AGOA). A noter que la mission économique et commerciale Belge débarque à Kinshasa juste après la récente tenue, à Bruxelles, les 17 et 18 Février de la même année, du sixième sommet Union Européenne-Union Africaine, où le premier ministre congolais avait représenté le président de la République. Il a vanté aussi, la superficie, les ressources minières, le massif forestier, la biodiversité, ainsi que le potentiel photovoltaïque en République Démocratique du Congo. En à croire Jean Michel Sama LUKONDE « la RDC a renoué avec le programme des institutions de Breton Wood notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

La RDC continue à s'ouvrir au monde à travers des nombreux contacts politiques et diplomatiques le rendant ainsi fréquentable et ouvert à l'investissement étrangers plus particulièrement de la Belgique. »

*Vianney Kaitenge*

## La paix par voie diplomatique, un pari jouable?

Crise à l'Est, adhésion à la EAC, 60 ans d'amitié RDC-Canada, apport des pays partenaires pour la paix durable, rencontre avec le N°2 de la diplomatie congolaise, Samy Aduango Awotho, Vice-ministre des Affaires étrangères.





**Congodiplomatie : Excellence monsieur le Vice-ministre ADUBANGO, nous rappelons à l'attention de nos lecteurs que vous êtes, le numéro 2, de la diplomatie en R.D.Congo. Merci de nous faire l'honneur d'accepter volontiers d'élaguer certaines zones d'ombre autour de la vie politique dans notre pays.**

**Excellence Samy ADUBANGO :** Le plaisir est partagé. Je tiens avant tout, à apprécier votre souci de fouiner toujours à la source pour recueillir la bonne information. Le Magazine « Congodiplomatie », est parmi le rare si pas le seul dans la capitale Kinshasa, à faire la fierté des institutions de la République et se penche quant à la vulgarisation des faits concrets. Vous aidez aussi la population non seulement d'ici et d'ailleurs à en savoir un peu plus sur le rôle et les fonctionnements des différents diplomates étrangers en poste en République Démocratique du Congo, et surtout révéler leur engagement dans tous les secteurs de la vie nationale envers le pays hôte.

Par vous, nous sommes en mesure de découvrir certains pays qui entretiennent une relation sincère et sans vergogne sur base d'une amitié diplomatique efficace avec le nôtre.

Je vous en remercie énormément. Bon vent à votre Magazine !

**CD : D'entrée de jeu, par rapport à la situation qui se vit à l'Est de la RDC, quelle peut être votre approche diplomatique ?**

**S.A. :** Je crois que le Chef de l'Etat Congolais, Félix Antoine TSHISEKEDI, est en train d'accomplir un travail de titan. A tel enseigne, qu'il a mis toutes les options sur la table à palabre, tant sur le plan politique, sécuritaire et, surtout diplomatique.

Pour ce faire, pas plus tard que ce mercredi 06 Juillet 2022, il s'est tenu à Luanda, capitale de la République d'Angola, une Tripartite : RDC-ANGOLA-RWANDA. A l'initiative, du président Angolais Joao LORENZO, mandaté par l'Union Africaine. Donc, les avancées s'avèrent très significatives pour la relance diplomatique productive de notre pays dans sa partie Est.

**CD : Pour quelle fin, cette rencontre des Chefs d'Etats en terre Angolaise ?**

**S.A. :** Il y a lieu que vous puissiez comprendre qu'il s'agit véritablement d'une démarche de tentative d'apaisement diplomatique suite au regain des violences à l'Est de notre pays dû aux attaques de ce groupe terroriste du M23, soutenu par le Rwanda.

Cependant, il est à retenir que la position de la R.D.Congo, elle est claire sur cette question.

Mon pays ne se trouve en aucune manière dans une logique de négociation avec le groupe terroriste de M23, il s'agit plutôt d'une démarche sous régionale enclenchée par l'Union Africaine.

**CD : Ce n'est pas le premier engagement du Gouvernement de la République dont les belligérants accentuent leurs exactions à l'Est ; D'aucuns croiraient que c'est un voyage de trop pour Félix TSHISEKEDI, Qu'en dites-vous ?**

**S.A. :** Non, pas du tout ! Dès lors que les Chefs d'Etats se sont convenus pour le retrait immédiat et sans condition de ces terroristes du M23 sur le sol Congolais dont le Rwanda en est le bourreau ; Voilà pourquoi, la désescalade va continuer jusqu'à ce qu'il soit rétablie une paix totale et durable. C'est une résolution qui ne peut que nous réjouir. J'aimerais vous fixer sur une mise au point très importante, vous êtes sans ignorer qu'il se dégage une percée diplomatique incontournable avec en toile de fond un leadership agissant du garant de bons fonctionnements des institutions de la République, Félix Antoine TSHISEKEDI.

Généralement, la voie diplomatique a sensiblement été un pari gagnant entre Etats pour diverses questions liées à l'actualité. Vous savez en outre, la RDC, est un pays ouvert à toutes formes de partenariat diplomatique sur base des intérêts de nos populations à première vue. Alors si « quelqu'un sur le chemin de la vie, veut devenir méchant, il le sera selon son propre gré ! Malgré vos bonnes intentions engagés autour de sa personne ».

Pour en venir, à votre préoccupation, permettez-moi de vous dire quelque chose que mes compatriotes semblent ne pas comprendre : le Chef de l'Etat Congolais a toujours mené en parallèle l'approche diplomatique gage d'une stabilité permanente de la vie nationale de toute une Nation et la défense du territoire par le FARDC.

Vraisemblablement, tous les voyages du président Congolais, Félix TSHISEKEDI portent un caractère hautement diplomatique à la rigueur, aucuns détails ne peuvent nous passer dessus la tête.

Au-delà de ce à quoi, la population congolaise aspire c'est simplement pour le rayonnement et le développement qui les concerne. « Nous sommes dans une bonne dynamique dans la préservation de la Souveraineté de notre Pays ».

**CD : Pour vous, qui gérez au quotidien la diplomatie, Qu'en est-il du sort de la RDC, du point de vue de la rentabilité, après avoir adhérer à cette Communauté des Etats Africains de l'Est (EAC) principalement Anglophones ?**

**S.A. :** Face à cette situation préoccupante que traverse notre pays à l'heure actuelle, il est impérativement important que de composer avec les 9 pays voisins qui nous entourent, parce qu'il est inadmissible compte tenu de l'embargo des armements nous infliger par la Communauté Internationale de tenir le coup face à certaines menaces touchant même l'intégrité de nos frontières.



A vrai dire, le problème ne se situe pas au niveau de notre adhésion dans cette structure régionale (EAC), tandis que la RDC est effectivement membre il y a que 3 mois de cela, alors que cette question de l'agression Rwandaise remonte depuis 1998, avec l'avènement de l'Alliance des Forces Démocratiques et de Libération (AFDL). Jusqu'au jour d'aujourd'hui, le Rwanda continue à tirer les ficelles de tous ce qui se trame à l'Est de la R.D.Congo. Qu'on se le dise !

**CD : Puisque la RDC est membre de la (EAC) à part entière, Quelles sont les réactions des autres pays membres par rapport aux attaques du M23 ?**

**S.A. :** De prime à bord, la vision et la démarche du Chef de l'Etat Congolais, Félix TSHISEKEDI sont inchangeables. Or, c'est la position qu'occupe la RDC géographiquement parlant dans le Continent, qui rend certains pays anxieux de nos richesses du sol et du sous-sol, ils veulent toujours recourir par voie des violences, ne respectant nullement les textes et les principes qui régulent nos organisations ou regroupements sur le plan Continental.

**CD : Qu'est-ce que vous voulez dire par là ?**

**S.A. :** « L'on reconnait de bons amis ne serait-ce qu'au moment des malheurs dit-on ! », S'ils estiment qu'il y a un partenariat qu'il faudra consolider dans un sens comme dans l'autre avec la RDC, le Gouvernement de la République prendra acte sous le leadership du président TSHISEKEDI, voilà que les choses vont considérablement bouger pour nos intérêts communs.

Mais en lieu et place, s'ils croient que la diplomatie c'est un langage de faible dans ce cas, nous, la RDC, le mieux à faire c'est de continuer à faire pression à la Communauté internationale, qui se substitue comme notre parrain sur qui, devrions-nous faire entendre le cri profond de notre cœur pour y remédier efficacement.

**CD : Etant le numéro 2, en charge de la diplomatie Congolaise aujourd'hui, Vous vous sentez abandonné ?**

**S.A. :** Non, non, au contraire, comme je vous le disiez dès l'entame de cet entretien ; rien ne peut remplacer la voie diplomatique.

Laissez-moi un peu, manifester mon indignation par rapport à ce qui s'est passée, il y a quelques semaines à la haute tribune de l'O.N.U, je dois l'avouer quand-même, nous en étions déçu.

De la manière dont unanimement les pays membres de l'ONU ont soutenu mordicus l'embargo des armements contre la R.D.Congo. Qu'à cela ne tienne, Ils vont revenir à la raison pour la cause de notre pays. Je le crois fermement de tout mon cœur.

Ce que nombreux lecteurs du Magazine, Congodiplomatie doivent retenir qu' « On ne écrit jamais l'histoire, en réécrivant l'histoire » par-là, je veux dire ceci : La MONUSCO, étant l'une des antennes de la Communauté internationale qui nous accompagne depuis plus de 20 ans sait pertinemment bien palper du doigt les réalités auxquelles le Gouvernement de la R.D.Congo y est confrontées, pourquoi pas, ne se constituerait comme un véritable canal entre nous et la Communauté internationale.

Allez-y comprendre, qu'en 2013, avec cette même MONUSCO en une intime collaboration avec le FARDC, notre pays, s'est désemparé de ces fameux rebelles du M23.

Si les mêmes causes ont produits les mêmes faits alors qu'est-ce qu'il manque aujourd'hui à la mission onusienne de s'imbriquer une fois de plus avec nos forces de défense pour éradiquer cette barbarie grossière perpétrée par le Rwanda. C'est pour cela, le Chef de l'Etat, Félix Antoine TSHISEKEDI, demeure intransigeant pour la sauvegarde de la Souveraineté de sa population. »

**CD : Que faut-il faire concrètement Excellence monsieur le Vice-ministre des Affaires étrangères ?**

**S.A. :** Nous restons droit sur nos bottes, c'est-à-dire le fait que la diplomatie rigoureuse et agissante c'est aussi l'apanage de la Communauté internationale, c'est pourquoi nous, en tant que Gouvernement de la République devrions à tout prix maximiser nos énergies à faire considérablement pression au conseil de sécurité des Nations Unies afin qu'il nous vienne en aide. Car la volonté du Chef de l'Etat Congolais, Félix TSHISEKEDI, n'est pas attentatoire mais plutôt une volonté basée sur une diplomatie prônant le respect des valeurs humaines.

**CD : Autre sujet d'actualité, la RDC et le Canada, célèbrent cette année, les 60 ans d'amitié diplomatique. Quoi dire là-dessus ?**

**S.A. :** C'est autour de 1962, que le Canada a pu planter son premier consulat en RDC. C'est une amitié qui a ses racines de part et d'autre. Moi qui vous parle, j'en ai vécu les retombées de cette amitié diplomatique basée sur les principes d'équité et d'échanges socioculturels. La RDC est un pays pacifique. Ceci étant, avec le Canada, notre relation d'amitié diplomatique n'a jamais connu des interférences sur le plan politique ni dans un autre secteur.

Je pense que nos deux Etats devrions capitaliser, valoriser, bien protéger davantage tous ce dont nous avons pu acquérir ensemble au bout de ses 60 ans. Mon sentiment le plus légitime est celui d'encourager l'un de nos partenaires à l'occurrence, le Canada.

60 ans ça se fête et, Pour lier l'utile à l'agréable, je suis ravi quand-même d'être pour la circonstance convier à y participer.

**CD : Pouvez-vous placer un mot de Conclusion à l'issu de cet entretien ?**

**S.A. :** Le premier diplomate en RDC, c'est le président de la République parce que c'est lui, qui nous propose une feuille de route (la vision), qu'on peut appeler « Programmes du Gouvernement de la République ». Le premier ministre et ses ministres, accompagnons Sa vision et nous la matérialisons.

Tellement, qu'il s'est lancé dans une diplomatie de développement et d'écoute, nous mettons en pratique ses recommandations. Lui, il a ouvert le monde pour la RDC, bien évidemment, nous ne pouvons pas agir autrement.

*Propos recueillis par Gomer Oleko*

**Coopération au développement, Coordination des ressources extérieures,**

**Entretien avec  
Aymeric MISONI,  
Conseiller au ministère du Plan.**



## **Conseiller au ministère du Plan, Aymeric Misoni répond à nos questions sur la coordination des ressources extérieures et la coopération au développement de la RDC.**

**Congodiplomatie : Quel est votre rôle en tant que Conseiller en charge de la coopération au développement au sein du ministère du Plan ?**

**Aymeric Misoni :** En tant que Conseiller en charge de la coopération au développement et coordination des ressources extérieures au cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, Christian MWANDO NSIMBA KABULO, mon rôle est d'appuyer Son Excellence dans les traitements des dossiers qui concerne les partenariats au développement, avec les partenaires techniques et financiers, bilatéraux comme multilatéraux. Par conséquent, je me penche principalement aux questions liées à la mobilisation des ressources extérieures, des dons et des aides publics qui sont destinés aux projets de développement de la RDC.

Pour rappel, le rôle du Ministère du Plan dans le cadre de la coopération au développement est \*de coordonner l'orientation de ces aides, \*d'assurer les suivis et évaluations des interventions des partenaires en RDC, et aussi, comment renforcer la gouvernance dans l'aide au développement.

**CD : Comment les ressources extérieures sont-elles affectées ?**

**AM :** D'un côté, les ressources qui sont mobilisées par les partenaires multilatéraux, par exemple la BAD (Banque africaine de développement), le FMI et autres, elles sont sous l'autorité du ministère des finances, qui peut permettre l'allocation de ces ressources au budget de l'Etat pour répondre aux questions de développement ou les autres axes qui visent à améliorer le contexte

socio-économique de la RDC. D'autre part, vous avez les aides bilatérales, fruits de la coopération avec les différents pays, fournisseurs d'aide.

En fonction de ces différentes interventions, nous distinguons celles qui vont directement dans le budget de l'Etat. À travers ce dernier, et sous la gestion du ministère des finances, on arrive à répondre à certaines priorités du gouvernement. Il y a aussi les ressources extérieures qui sont mobilisées pour financer d'autres projets de développement à travers les agences du système des Nations Unies ou à travers les agences de coopération de chaque pays, qui ; à leurs tours font recours aussi à des agences d'exécution telles que les ONGs. Ces fonds issus des ressources extérieures qui sont alloués, permettent de mettre en place des projets de développement.



Nous veillons à ce que les projets qui sollicitent les financements des partenaires, répondent réellement aux priorités du gouvernement.

On a un document de politique nationale stratégique de développement (PNSD) qui répertorie nos priorités pour le développement à travers 5 piliers. Donc, chaque intervention doit du moins s'aligner dans un de ces piliers.

Par exemple si notre priorité est d'avoir une meilleure structure dans le secteur de la santé, et si un partenaire vient en appui pour financer ce projet, on l'oriente en leur indiquant exactement quelles sont nos faiblesses en termes de capacités, en terme d'infrastructures, en termes de compréhension par la société, parce que parfois, les interventions peuvent être des campagnes de sensibilisation.

**CD : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans ce secteur ?**

**AM :** C'est toujours difficile de coordonner là où il y a beaucoup d'acteurs.

Très souvent, les acteurs de ce secteur ont les mêmes objectifs et les mêmes champs de vision. Pouvoir mettre les différents partenaires autour de la table et se consacrer sur le même axe ou la même vision, c'est un peu difficile.

Se rassurer que toutes les parties étatiques concernées et compétentes sont impliquées dans la mise en œuvre, ainsi que le suivi du projet, demeure un challenge. Mais je pense qu'en terme de coopération, nous sommes en train de renouer nos liens avec nos partenaires, on est en train d'établir un lien de confiance entre les partenaires et le gouvernement de la RDC.

C'est cet aspect qui était le grand challenge du gouvernement congolais pour relancer les actions liées au développement.

**CD : Quels sont les Organismes très actifs en RDC ?**

**AM :** Il faut noter : la Banque Mondiale, la Banque africaine de développement, le FMI... Mais, j'ai envie de dire que, chaque agence de coopération ou chaque partenaire a sa spécificité, son secteur. Par exemple : l'USAID, l'agence américaine de coopération, apporte énormément dans le domaine de la santé. La KOICA, l'agence coréenne de coopération internationale ; la JICA, l'agence japonaise de coopération et autres. Donc, en fonction des secteurs, chaque pays partenaire a son poids.

Pour exemple, le PBF est le Fonds pour la consolidation de la paix des nations Unies. Le comité de pilotage de ce programme en RDC est co-présidé par le Ministère du Plan et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC.

Les fonds enregistrent trois principaux donateurs parmi lesquels l'Allemagne, la Suède et le Canada. Ce dernier a déjà renouvelé son engagement pour 2023 et 2024, avec un appui à hauteur de 23 millions USD par an, ce qui est assez considérable.

Il faut donc retenir que chacun des partenaires est important, car il contribue à son niveau, à sa façon au développement de la RDC.

**CD : En terme du bilan, qu'est-ce qu'on peut retenir du Ministre d'Etat Mwando depuis qu'il occupe cette fonction ?**

**AM :** Comme je l'ai dit plus haut, lorsque Son Excellence le Ministre d'Etat MWANDO NSIMBA est arrivé à la tête du ministère du Plan, l'un de ses objectifs était de renouer les bonnes relations avec les partenaires au développement.



**Christian MWANDO NSIMBA**  
*Ministre d'Etat, ministre du Plan*



*Sous l'Autorité de Son Excellence MWANDO NSIMBA, le ministère du Plan est en train de travailler d'arrache pieds sur l'élaboration et l'instauration d'une Politique Nationale de l'Aide qui veillera à ce que chacun de nos partenaires s'aligne au programme de développement de la RDC.*

Comme vous les savez, lors des dernières années, pour des raisons diverses, beaucoup de nos partenaires au développement se sont retiré ou ont eu plus des doutes pour nous appuyer. Donc, un des objectifs principaux du Ministre d'Etat MWANDO NSIMBA était de renouer cette confiance.

Sous son Autorité, le ministère du Plan est en train de travailler d'arrache pieds sur l'élaboration et l'instauration d'une Politique Nationale de l'Aide qui veillera à ce que chacun de nos partenaires s'aligne au programme de développement de la RDC.

Autres exemples concrets, récemment la KOICA, l'agence coréenne de développement a mis en place une nouvelle façon de financer les agences d'exécutions. Ils font un appel, disant qu'ils sont prêts à financer à hauteur de X montant, des projets de développement, répondez à l'offre mais celle-ci doit être accompagnée d'une lettre de garantie d'alignement, et c'est le Ministre du Plan qui signe pour dire que le projet que nous avons reçu, qui sollicite des fonds de l'agence coréenne de développement, s'aligne à nos priorités.

Donc, moi je mets un accent sur ça puisqu'on peut parler de tous les projets que le Ministre pilote par exemple le Comité de pilotage PBF, un projet sur la décentralisation, mais globalement, le Ministre d'Etat MWANDO NSIMBA met un accent sur cette question de coordination de l'aide.

Autre réalisation, et pas des moindres, vous avez sûrement entendu parler du projet des 145 territoires, c'est un programme qui est extrait de la PNSD, élaboré et piloté par le ministère du Plan également.

Donc, si on doit parler du bilan du Ministre d'Etat Mwandu, on se doit de souligner l'exécution de ce programme. Et plus important, l'élaboration d'une politique Nationale d'Aide, cadre fédérateur de coordination et orientation de l'aide en RDC.

### **CD : Parlez-nous de votre expérience**

**AM :** D'abord, je suis diplômé en Droit des finances de l'Université de Kingston à Londres, j'ai également obtenu un deuxième master en International Business Management, j'ai aussi quelques formations en corporate finances. Avant ma désignation au Cabinet du MINETAT, j'ai travaillé comme Finance Officer au sein de l'European Center for Electoral Support, agence européenne chargée d'appuyer certains pays dans leurs processus électoraux, tel qu'en Afghanistan, au Sénégal et au Nigeria. Cette fonction m'a permis de beaucoup voyager, de rencontrer des personnes dans des horizons différents, de m'adapter à des cultures de travail différentes, et de maîtriser le circuit du partenariat au développement.

### **CD : Votre mot de la fin**

**AM :** Encore une fois, je vous remercie pour cette invitation. J'apprécie la démarche du magazine Congodiplomatie parce que ça montre l'importance de la coopération, et que le rôle du Ministre d'Etat, Ministre du Plan qui est de coordonner cette coopération au développement, du moins les interventions des différents partenaires au développement, est une tâche lourde. Je me sens privilégié d'être appelé à l'accompagner dans ce secteur. J'appelle tous les lecteurs du magazine Congodiplomatie à participer à la coopération au développement, parce que c'est une question de redevabilité, c'est-à-dire, le canadien qui paye ses taxes veut savoir où va son argent ; Le congolais également veut savoir si l'argent qu'on a reçu contribue à quel projet ; quel est le résultat ou l'impact de la coopération au développement. J'appelle donc tous les lecteurs à apporter une attention particulière à cette question de coopération au développement.

*Propos recueillis par Naomie Nsakani*

THY RENÉ ESSOLOMWA

## Le point de rencontre entre l'agrobusiness et la politique

*Agri-preneur et chef d'un parti politique, Thy René Essolomwa, 32 ans, est spécialiste en gouvernance d'entreprise. Il propose quelques pistes de solutions pour réduire le chômage en RDC*

**Congodiplomatie : Monsieur Thy René ESSOLOMWA, vous êtes Agri-preneur caféiculteur. Qu'est-ce que cela signifie ?**

**Thy René ESSOLOMWA :** Les Agri-preneurs sont vus comme une nouvelle génération d'entrepreneurs qui combinent leur amour de l'agriculture et des entreprises. Nous adoptons la voie de l'ajout de valeur à notre production agricole en visant la production, la transformation et la commercialisation des produits issus de l'agriculture.

**CD : Quels sont vos projets dans ce secteur ?**

**TRE :** Je suis dans le secteur du café et du cacao. Mon souhait est de valoriser ces produits, conquérir des parts de marché locale via le Made in Congo, insérer les produits locaux dans la chaîne de valeurs en y intégrant la qualité, les 4 S (Santé, Sécurité, Services et Saveurs).

**CD : Vous avez décidé d'entamer une carrière politique depuis cela quelques années. Quelles sont vos motivations ?**

**TRE :** L'absentéisme des acteurs politiques ne cesse d'augmenter en RDC, tout comme la désillusion et le cynisme par rapport à la chose politique et aux personnes qui y sont engagées. L'exercice démocratique doit donc être repensé pour encourager la participation des citoyennes et des citoyens, y compris les personnes plus exclues ou marginalisées, aux choix de société.



C'est ce que nous appelons la démocratie participative. La complexité des problèmes économiques, sociaux et environnementaux des sociétés modernes oblige encore davantage à repenser les manières d'exercer la démocratie. Le temps des politiciens sauveurs et des recettes miracles est révolu. Les solutions aux problèmes émergeront dans de nouveaux espaces de délibération et de participation où les citoyennes et les citoyens pourront pleinement s'impliquer et détenir un réel pouvoir.

**CD : La RDC a besoin des gros investissements pour réduire le taux de chômage, comment souhaitez-vous que les dirigeants congolais attirent les potentiels investisseurs en RDC ?**

**TRE :** À ce jour, les investissements n'ont toujours pas dépassé les niveaux que nous connaissions dans notre pays. Ce que l'Etat doit faire pour réduire le chômage et favoriser l'investissement c'est : Soutenir l'investissement privé. Qui dit investissement dit plus d'intégration sur le marché. « Un État entrepreneurs ».

Les réformes du climat des affaires doivent inclure les préoccupations des entreprises locales. Elles ne devraient plus être conçues pour favoriser l'investissement privé étranger de manière exclusive et discriminative. Par exemple, l'Afrique sub-saharienne reste une des rares régions au monde où des commandes publiques, des investissements, ou des partenariats publics privés (PPP) stratégiques s'opèrent souvent sans participation au tour de table d'entreprises locales. Il y a nécessité de favoriser l'insertion d'entreprises locales dans les circuits de production afin de leur permettre de générer des revenus et du savoir-faire qu'elles transformeront en investissement productif local et durable.

Par ailleurs, l'Etat doit opérer sa stratégie d'investissement sur l'amélioration des infrastructures sociales et de la qualité de vie des personnes ; promouvoir une croissance juste, durable et cohésive, ainsi que la transition écologique. Les entreprises, notamment les PME et les microentreprises, doivent pouvoir accéder plus facilement aux financements. Cela permettra de booster la création d'emplois dans le secteur privé. La responsabilité des investisseurs est primordiale, en particulier lorsque les investissements privés bénéficient de subventions publiques reçues par l'état.



**CD : Vous êtes à la tête d'un Parti politique en RDC. Nous savons que la première mission d'un Parti politique c'est la conquête du pouvoir. Au cas où votre Parti remportait des sièges aux prochaines élections, qu'est-ce que vous pensez d'améliorer dans la diplomatie congolaise, ainsi que dans d'autres secteurs ?**

**TRE :** Les premières mesures que nous amorcerons seront au niveau de l'assemblée nationale.

1. Une proposition de réforme constitutionnelle. Il est plus que temps de refonder nos institutions avec l'avènement de la 4ème République en tenant compte des enjeux auxquels nous sommes confrontés depuis plusieurs décennies.

Mettons la question sur la table et proposons un référendum afin que le peuple décide du format politique de la gestion de la république.

2. Sur la diplomatie, nous irons sur les questions liées à l'Union Africaine. Nous constatons à cet égard que les pays de l'UA sont confrontés à des défis et à des opportunités spécifiques, même si jusqu'à présent, elle ne dispose pas des instruments nécessaires. Dès lors, nous exigeons une réforme approfondie et ambitieuse de l'UA, afin de pouvoir réaliser les objectifs fixés. Il nous semble judicieux de doter l'UA d'un budget pour une convergence ascendante. Cela garantirait un maintien des niveaux d'investissements, notamment des investissements sociaux, et un soutien des systèmes nationaux de lutte contre le chômage. Nous préconisons l'abaissement durable et équitable du coût des dettes publiques au travers de nouveaux instruments de solidarité afin de rétablir la stabilité financière et de créer des modèles sociaux plus justes.

**CD : Comment lutter contre le chômage des jeunes ?**

**TRE :** Par la création des emplois de demain ; il devient impératif d'améliorer l'orientation professionnelle des jeunes. Il faut que l'offre et la demande de travail soient en adéquation.

**CD : Un jeune qui excelle à l'université mais obligé de présenter une expérience de 5 voir même 10 ans avant d'être embauché, est-ce normal pour un Etat qui veut le bonheur de son peuple ?**

**TRE :** Cela se justifie par l'absentéisme de l'Etat dans la réforme de notre système éducatif ainsi que des règles d'embauches vis-à-vis de ses entreprises.

Au niveau de l'éducation : Nous devons favoriser le développement des compétences axés sur les réels besoins des entreprises. Mettre en place des programmes qui visent à éliminer l'obstacle qui constitue le manque de connaissances, compétences ainsi que l'absence d'expériences professionnelles préalables. Il faut former de plus en plus, de mieux en mieux.

Deuxième point très crucial vis-à-vis des entreprises : la limitation de la durée d'un CDD (Contrat à durée déterminée) car, l'essentiel des embauches se font par cette voie et que le taux de transitions de CDD-CDI (Contrat à durée indéterminée) demeure très faible.

Supprimer pour des postes basiques cette règle, favoriser la formation au sein de ces entreprises ainsi que la signature obligatoire d'un CDI après un second CDD.

*Propos recueillis par Naomie Nsakani*



## Environnement

# STOCKHOLM +50

Les défis environnementaux nous tiennent à la peau au quotidien. C'est pourquoi, les dirigeants de la planète se sont retrouvés du jeudi 02 et vendredi 03 Juin 2022, autour du secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, et du représentant du président des États-Unis pour des questions environnementales, John Kerry, à Stockholm au royaume de Suède. La République Démocratique du Congo a pris une part active par le biais de la Vice-première ministre, et ministre de l'Environnement, Madame Eve BAZAYIBA.

**D**ans la saga de la gouvernance environnementale internationale marquée par quatre grandes conférences, la publication de rapports marquants, l'adoption de traités majeurs, la conférence des Nations unies sur l'environnement humain, qui s'est tenue à Stockholm en Juin 1972, est un premier épisode aux effets structurants, avec la création du programme des Nations unies pour l'environnement et l'adoption de la Déclaration de Stockholm, qui pose les grands principes de la politique environnementale internationale, ainsi que d'un plan d'action.

50 ans plus tard, que reste-t-il de ces premières briques du multilatéralisme environnemental, comment ont-elles façonné les politiques internationales et nationales visant à préserver l'environnement global ? Et quelles priorités pour l'avenir ?

### IL Y A LIEU DE SALUER L'INITIATIVE SUEDOISE

En 1972, la Guerre froide s'éloigne au profit d'une détente marquée par les premiers accords de désarmement nucléaire. Et si la mondialisation de l'économie est encore mesurée, les alertes sur la dégradation de l'état de l'environnement sont nombreuses et culminent avec le rapport du club de Rome, les limites à la croissance, qui marque les esprits.

C'est dans ce contexte que la Suède saisit dès 1968 les Nations unies d'un projet de conférence mondiale sur l'environnement humain. Une longue période de préparation s'ensuit, marquée notamment par les réticences des pays du tiers-monde, dont beaucoup viennent d'accéder à l'indépendance et cherchent leur voie pour le développement, hésitent à s'engager dans la problématique de l'environnement.

Il est symptomatique que des discussions sur l'interface développement-environnement soient engagées en prélude à la conférence par le groupe de Founex, dont le rapport est une contribution qui demeure d'actualité notamment pour ce qui concerne les positions de négociation des pays du sud.



### QUEL EST L'APPROCHE DE L'ONU FACE A LA GOUVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT ?

Outre la déclaration et le plan d'action adoptés à Stockholm, ces sont les questions de gouvernance (les arrangements institutionnels) qui mobilisent l'énergie des délégués. Dans sa proposition, la Suède avait indiqué "qu'il n'est pas envisagé que des innovations institutionnelles soient nécessaires", ce qui impliquait le refus de créer une nouvelle agence au sein des Nations unies.

Les occidentaux ont rejoint cette position, arguant alors que les agences existantes pourraient prendre en charge les questions environnementales sous une coordination légère assurée par le secrétariat général des Nations unies. La France, qui venait de créer un ministère de l'Environnement principalement doté de fonctions d'animation et d'incitation, était également sur cette position.

Pour sa part, l'Allemagne qui n'a créé son ministère de l'Environnement qu'en 1985, était également réticente vis-à-vis de l'instauration d'une structure environnementale au sein des Nations unies. En définitive, c'est une solution intermédiaire qui a été retenue, avec la création du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), rattaché à l'assemblée générale, piloté par un conseil d'administration restreint, un secrétariat basé au Kenya et alimenté par des contributions volontaires.

### LES RETOMBEES QUI EMANENT DE TRAITÉS DE STOCKHOLM 1972

Au-delà de la recherche d'un compromis institutionnel, et malgré l'absence de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est (alors que la Chine est présente) en raison de la non-invitation de la RDA, la conférence a été considérée comme franc succès.

Elle marque en effet la reconnaissance de l'environnement en tant que question nouvelle et significative dans l'agenda mondial, les débuts marquants de la diplomatie environnementale qui a prospéré par la suite, la participation active de la société civile et la reconnaissance du rôle de la science; elle se traduit enfin par des retombées effectives dans les participants qui vont mettre en place sans tarder, les bases des politiques nationales de l'environnement. Par ailleurs, la dite conférence s'est efforcée de mobiliser l'ensemble des institutions dont l'activité peut affecter l'environnement notamment la RDC. Si la responsabilité de la politique internationale de l'environnement ne va pas se déplacer à Genève, la dynamique des droits humains appliqués à l'environnement devrait cependant contribuer à renforcer l'application des règles tout en participant à la fragmentation de la gouvernance mondiale.

A cet égard, on attendrait de la conférence de Stockholm qu'elle adopte une vision stratégique de celle-ci. Là où la création de l'Organisation des Nations unies pour l'environnement n'a pas abouti, il importerait qu'une coordination plus solide et plus stratégique des activités relatives à l'environnement soit exercée au sein des Nations unies.

On attendrait aussi de la conférence qu'elle prenne position sur la négociation Plastiques ; qu'elle encourage la prise en compte de l'approche "One Health 2020" dans la négociation du traité Pandémie qui va être lancé par l'Organisation mondiale de la Santé ; qu'elle soutienne les négociations Climat et Biodiversité ; qu'elle rappelle la nécessité de protéger les grands écosystèmes au niveau régional ; enfin qu'elle encourage l'Organisation mondiale du commerce à prendre en compte les questions environnementales dans sa réforme et en guise de conclusion, qu'elle mobilise les institutions financières et l'aide publique au développement.

Bref, on espérerait que la conférence de Stockholm aille au-delà d'un moment de célébration et d'échanges à haut niveau pour développer une vision stratégique pour les décennies à venir.

*Merveille Botete*



## Sommet de l'Union Africaine : LA MENACE TERRORISTE AU CŒUR DES DISCUSSIONS

De toutes les manières d'entrée, le continent Africain a eu à célébrée la journée mondiale de l'Afrique, qui manifestement célèbre l'anniversaire de la signature des accords de l'O.U.A (Organisation de l'Unité Africaine), le 25 mai 1963. Ce jour-là, les dirigeants des 32 Etats Africains indépendants avaient signé la charte fondatrice de l'organisation à Addis-Abeba.

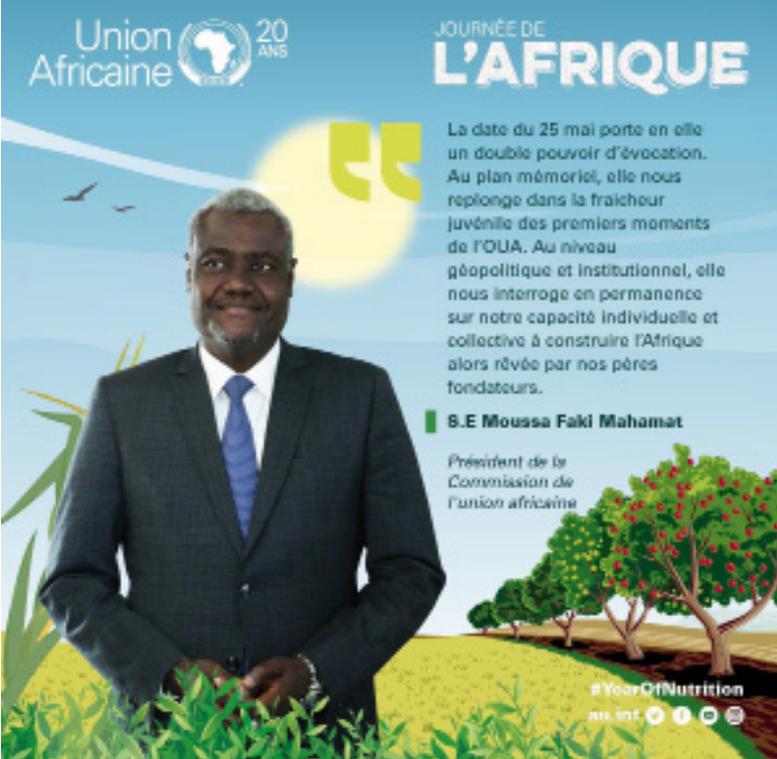
**P**ar voie de conséquence, l'Afrique est considérée à juste titre comme le berceau de l'humanité, à l'origine d'un grand nombre de peuples, de langues, de religions et de traditions.

C'est dans cette perspective qu'il s'est ouvert le 16ème Sommet Extraordinaire de la Conférence de l'Union Africaine sur le terrorisme et les changements anti-constitutionnels de gouvernement en Afrique, à Malabo (Guinée), du mercredi 22 au samedi 25 mai 2022. Pour ce faire, la R.D.Congo y a été valablement représentée à ce grand rendez-vous des décideurs Africains par le biais de son Vice-ministre des affaires étrangères, Samy ADUBANGO.

Pour votre gouverne, ce sommet réunissant les dirigeants du continent Africains, en terre Guinéenne pendant 4 jours, fut présidés par le Sénégalais, Macky Sall, président en exercice de l'Union Africaine (U.A).

Il y a lieu de savoir également que la journée qui a sanctionner la clôture de ces assises, était consacrée à la lutte contre « Le terrorisme » que ce soit au Sahel, au Mozambique ou en Somalie, mais aussi à l'instabilité politique connue par de nombreux pays depuis il y a deux à trois ans de cela, avec la recrudescence de Coups d'Etat en Afrique de l'Ouest.

Face à cette situation préoccupante dans le continent, le président de la commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, a fait savoir aux dirigeants Africains, qu' : « Il y a une possibilité de vaincre la menace extrémiste croissante dans le Sahel, ainsi que dans d'autres pays Africains, et abandonner le recours aux armées occidentales ; sur ce, l'Afrique doit pouvoir mobiliser ses armées ». Evident, Autres questions abordées : Les crises Sanitaire, Climatique, Alimentaire et Sécuritaire de nos frontières respectives.



Mais, surtout il a été également question d'intensifier cette constance commune autour de ces fameux changements anticonstitutionnels au Mali, au Burkina-Faso, en Guinée, et la mise en place d'un régime militaire au Tchad.

En outre, il a poursuivi son allocution, en ajoutant qu' : « Entre nos mains, nous avons les moyens et les Hommes nécessaires, les armées Africaines cependant, comptent selon certaines estimations récentes de 2022, quelque 2,7 millions d'hommes.

Donc, la mobilisation d'un ou deux pour cent seulement de cette force nous donnerait les moyens qu'il faut pour réduire notre dépendance à l'égard des forces étrangères et pour avoir une chance de succès contre le terrorisme ».

Moussa Faki Mahamat, estime par ricochet que ces changements, une fois misent en application malicieusement pour une raison ou une autre, marqueraient un recul des processus démocratiques engagés il y a une vingtaine d'années.

Pour la délégation Congolaise conduite par le Vice-ministre des affaires étrangères, Samy ADUBANGO, n'a pas caché sa totale satisfaction par rapport au fond de sujets débattus à l'issu de ce 16ème Sommet de l'Union Africaine à Malabo (Guinée).

A en croire, le Vice-ministre Congolais en charge des affaires étrangères, Samy ADUBANGO, a considérablement signifier à ses interlocuteurs que : « Cette journée est l'occasion pour chaque pays d'organiser des événements dans le but de favoriser le rapprochement entre les peuples Africains. Elle est aujourd'hui devenue une tradition fortement enracinée dans l'ensemble des pays africains, et elle représente le symbole du combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique »

*Gédeon Menima.*



## ENTRETIEN AVEC LE CHANTEUR P.JAMES

## Sur le concept Ambassadeur de la culture

*P.James est avant tout un artiste musicien. Il a un tempérament séduisant qui fait bon ménage avec son côté communicologue. Il s'est exprimé à cœur ouvert pour élaguer certaines zones d'ombres autour de la posture d'un Ambassadeur Culturel.*

**Congodiplomatie :** Dans votre casquette d'un artiste musicien de la RDC, que peut-on cerner sur ce que vous êtes ?

**P.James:** Je suis un artiste qui a fait ses débuts il y a longtemps mais mon explosion artistique s'est vit naître lors d'un Télé-Crochet dénommé : « Vodacom Super Stars », et juste après cette compétition j'ai vite pris le chemin de la scène tout en accompagnant les artistes bien évidemment... Tel que, Lexus Légal, avec qui j'ai fait énormément des concerts. Après cela, je me suis lancé en solo avec les chansons... Telles que : « Mambo », sortie en 2017 ; « Nakobala yo » et, maintenant « Djudja » qui est en train de faire son bonhomme de chemin.

**CD :** As-tu toujours eu les pieds sur terre avec tes collègues artistes du pays ?

**P.James:** A vrai dire, j'entretiens de bonne relation avec tous les artistes que j'ai eues l'avantage de rencontrer jusque-là ! Que ce soit mes aînés ou ceux de ma génération dans cette moule de l'art musical congolais. Si je dois parler de collaboration, je citerais par exemple ; Lexus Légal, il a été d'un apport inconditionnel dans ma carrière musicale. Une collaboration qui s'est finie avec la réalisation d'une chanson qui a pour titre : « Chez Nous ». Il n'y a pas que ça ; j'ai eu à coécrire avec d'autres artistes la chanson intitulée : « Congo na Biso », à l'époque, une chanson qui a d'ailleurs fait l'objet de l'hymne de la compétition « Vodacom Super Stars, édition première ». Il y a aussi « C'est la Vie », avec le candidat de la première édition de la compétition « The Voice Afrique francophone ».



Par voie de conséquence, il y a d'autres collaborations en vue.

**CD :** Dans cette très belle cerise sur le très beau gâteau qu'est la culture congolaise, qu'en dites-vous d'un Ambassadeur culturel ?

**P.James:** D'entrée de jeu, il y a lieu de savoir que c'est quelqu'un qui vend au mieux la Culture de son pays à l'extérieur. C'est une lourde tâche en tout cas, qui conditionne la personne porteuse de ce titre à améliorer son action autour de la défense des couleurs culturelles de Tout un pays.

**CD :** Est-ce que ça valait la peine pour que l'art de la RDC dont le président Felix Tshisekedi venait à nommer ces trois artistes musiciens congolais, Koffi Olomide, Dadju, et maître Gims comme ambassadeur culturel soit remis sur orbite ?

**P.James:** C'est très important que mes compatriotes les sachent aujourd'hui et je le dis tout haut. Je crois qu'il est grand temps que nous puissions bannir l'art de rancune, de la jalousie et de la haine vis-à-vis de nos semblables. J'en viens maintenant sur la pertinence de votre question ; Pour ma part, J'ai beaucoup aimé l'initiative du premier de Tous les Congolais, le président Félix TSHISEKEDI pour ce choix porter sur la Culture Congolaise et sur les Culturels Congolais, nos Ambassadeurs, mon aîné Koffi Olomide, Maître Gims et Dadju, simplement, ils ont été promus à cette fonction pour ne défendre et y vendre que les couleurs de la Culture de la RDC en dehors des limites de nos frontières.



Raison de plus, le fait qu'ils sont Congolais d'origine comme moi. Donc, je ne peux qu'apprécier cette démarche de nos autorités politiques.

### **CD : Pour quelle perception d'objectif ?**

**P.James:** Vous êtes sans ignorer qu'à ce jour sur le plan mondial, il y a une tendance très forte qui est en train de vraiment prendre de l'ascenseur. C'est par rapport à ce que nos artistes en général ainsi que musiciens en particulier de la diaspora abattent comme travail à l'étranger.

Dans la mesure du possible, ils glissent les mots de Lingala (une des langues locales en RDC), dans leurs expositions ou chansons et que cela, incitent plusieurs personnes qui ne connaissent pas notre langue et en même temps notre Culture à s'en intéresser massivement.

C'est une bonne façon de vendre la Culture Congolaise au monde extérieur. C'est l'un des objectifs majeurs qui justifie ce choix judicieux du président de la République. En effet, ce que vaut un Ambassadeur Culturel va nès-ce pas au-delà de ce que peut représenter leurs carrières musicales au quotidien, parce que la RDC a dans son actif la Culture comme l'une de ses principales richesses.

### **CD : A l'interne d'abord, quel est le mécanisme qui fera en sortes que la culture congolaise soit vendue de plus belle manière à l'étranger ?**

**P.James:** J'estime qu'à leur position d'Ambassadeur Culturel et, au regard de la qualité de performance et de nombreuses prouesses de chacun d'eux, nous sommes au plus point fiers de bénéficier de ce qu'ils ont accompli artistiquement qui peuvent nous être utile sur le chemin de la vie musicale pour bien nous positionner dans l'acquisition de la notion de l'art. « Car on ne donne que ce qu'on a ; dit-on ! ».

En outre, il y a cette épineuse question autour de l'industrie musicale nationale en RDC qui n'existe presque pas. Il n'y a que certains particuliers qui s'efforcent pour ci pour ça, essayent de nous accompagner dans l'enregistrement et dans la réalisation de nos opus. On se retrouve donc, dans une famille dont les parents aux abonnés absents, que faire ?

Il est aussi vrai que les artistes Congolais en général doivent voir et se sentir concernés dans la trajectoire budgétaire du gouvernement de la République pour qu'ils soient à même d'être éligible de pouvoir mieux vendre notre Culture à l'étranger.

A l'interne, c'est un travail de fond qu'on doit absolument s'engager tous, avec l'appui de l'Etat Congolais à travers le ministère de la Culture et des Arts, dans la mise en place d'une industrie musicale moderne répondant aux normes internationales.

C'est alors que nous allons viser très haut tout en nous concurrençant avec nos amis étrangers.

### **CD : A ce sujet, que penses-tu de l'accompagnement des ambassadeurs culturels congolais ?**

**P.James:** Déjà si par leur influence, ils peuvent considérablement permettre que des échanges se multiplient dans un esprit de rapprochement solide et efficace avec les décideurs Congolais, gage d'un avancement pour notre Culture, cela va nous aider à pouvoir émerger.

Car, toute réussite humaine n'est possible que quand on s'applique inéluctablement dans une bonne mise au point autour d'une table afin de dégager un consensus clair et équitable. A noter qu'à partir de la musique et de l'art, l'Etat Congolais peut vendre beaucoup d'aspects Culturels du pays dont seuls les artistes en possèdent les secrets. A ce point, « Vendre la Culture » ne serait plus un slogan mais un acquis qui va attirer les partenaires étrangers.



Je crois qu'on peut vendre la Langue de Communication ; on peut vendre le Rythme et les Mélodies du pays ; on peut aussi vendre l'art culinaire Congolais ; l'art vestimentaire ; on peut également mettre en avant-plan le Tourisme.

**CD : Partant de ton hypothèse, que doit faire l'Etat congolais pour attirer les investisseurs étrangers et, même nationaux dans le domaine de la culture ?**

**P.James:** Au préalable, vous savez un climat d'affaire apaisé dans un pays attire tout naturellement les investisseurs de tous bords dans tous les secteurs de la vie nationale. C'est ainsi que nous devons être sérieux en nous-mêmes d'abord, et vis-à-vis de nos partenaires extérieurs et locales. Quand je parle de nous ; je vois directement les Opérateurs Culturels ; je vois aussi l'Etat Congolais donc, le ministère qui nous régule au quotidien.

Au niveau des Artistes, je pense qu'il y a lieu que nous soyons sérieux sur le respect de contrat signé, dans la vision à court, moyen et à long terme. C'est finalement un gros dilemme.

Au niveau des décideurs Congolais, le sérieux doit s'installer dans ce qui doit être accompli dans le projet du Gouvernement pour attirer les investisseurs de tout genre, en mettant en ligne de mire les artistes de la RDC, dans le domaine de la fiscalité, la paix et la sécurité.

**CD : Quelle est la thérapie nécessaire que l'on doit engager pour y remédier ?**

**P.James:** Culturellement parlant, la République Démocratique du Congo a beaucoup de membres. Ce n'est pas les talents et les capitaux humains qui en manquent. Un pays à l'allure d'un continent.

A l'attention des lecteurs, très concrètement ; nous sommes un peuple Trop culturel, aimable et accueillant. Très généreux. En nous visitant, vous serez en mesure de découvrir la diversité Culturelle qu'il y a en RDC, pour vous qui aimez bouffer à tous les râteliers, il y a de la matière grise à tout le niveau.

Vraisemblablement, l'épique de ce qui doit être fait, c'est d'assainir en premier le secteur culturel avec des actions concrètes sur terrain qui y va dans le sens de la révolution culturelle tous azimuts. Seuls les investisseurs sérieux et sincères pourront trouver leur compte. De fois, on a besoin de donner de l'impulsion pour que les paisibles citoyens nous suivent, mais dans les cas échéants, c'est aussi un problème de vision, parce que nous avons les artistes musiciens de renom qui peuvent s'investir par exemple, dans la réalisation et la mise en pratique d'une industrie musicale avec l'appui des partenaires bien-sûr, mais ils manquent seulement cette volonté manifeste pour l'intérêt général.

Voyez-vous le pays comme la « Côte-d'Ivoire », dont son Ambassadeur Culturel, ASSALFO du groupe Magic System avec son célèbre concept la FEMOA, il génère d'énormes revenus annuelles non seulement parce qu'il a un nom dans son pays mais aussi parce qu'il a une vraie vision de la révolution culturelle Ivoirienne vis-à-vis du monde extérieur. Il a par voie de conséquence, construit une industrie musicale dans son village natale. Les exemples sont légions dans ce sens, YOUSOU N'DOUR, SALIF KEITA et bien d'autres... Le Nigéria avec son industrie cinématographique, eh bien c'est toute l'Amérique et l'Europe occidentale qui en parlent. Ceci dit, il n'y a pas de petits miracles sinon c'est de se plonger dans travail de fond et de manière acharnée pour que dans les chocs des idées jaillissent de la vraie lumière.

**CD : la RDC et le Canada célèbrent leurs 60 ans d'établissements des relations diplomatiques, un mot ?**

**P.James:** Je tiens d'abord à remercier le Canada pour son apport à l'épanouissement de notre pays. Que ça soit dans le secteur agricole, du genre, de la santé, sa contribution dans la lutte contre la pandémie... La RDC est un pays qui a besoin de beaucoup de **soutien** en ce sens-là. Je souhaite que cette amitié, ce partenariat, cette confiance ne s'arrête pas.



Que le Canada aide la RDC à instaurer la paix véritable à l'Est du pays, à hisser dans le rang des grandes économies africaines. J'ai un bon souvenir de l'ambassade du Canada. En 2020 j'ai participé à un concours parrainé par le Canada, sur la sensibilisation contre la Covid-19, où j'étais sortie deuxième.

**CD : En guise de conclusion pour cet entretien si bénéfique, que pouvons-nous retenir ?**

**P.James:** « On apprend beaucoup de ses erreurs ». Certes, il y a la crise sanitaire qui a tout chamboulé l'existence humaine et aussi les tensions de menaces à l'Est de la RDC, mais ceux-ci ne peuvent en aucun cas restreindre nos ambitions à vouloir changer notre environnement Culturel. Il existe de grandes difficultés que nous, artistes Congolais rencontrons dans l'exercice de notre métier à savoir : « **LES STRUCTURES DE COLLECTES DES FONDS POUR LES DROITS D'AUTEURS ET LES DROITS VOISINS SONT VÉRITABLEMENT DÉFAILLANTS** ».

C'est ce qui prouve à suffisance que nos Ambassadeurs Culturels ont du pain sur la planche afin de pallier autour de la question combien prioritaire sur lesquelles certains artistes de mon pays finissent malheureux au soir de leur carrière musicale.

Enfin, la problématique sur le « piratage », Ici, j'interpelle les élus nationaux dans l'hémicycle du parlement Congolais, à voter des lois autour de la question, qui va permettre au chef de l'Etat à les promulguer pour une bonne condition de vie des artistes en général et musiciens en particulier. Alors, eu égard à ces choses, d'autres artistes préfèrent s'employer dans l'autoproduction.

Là, ça nécessite une source de revenue à part, maintenant si vous ne vivez que de l'art donc, c'est très compliqué pour nouer les deux bouts du mois. C'est ainsi que l'artiste va réduire n'est-ce pas son temps de concentrations et de création pour se focaliser à ce qu'on appelle communément « le mécénat ».

Allez-y comprendre que cette pratique est fortement répandue, d'abord c'est à Kinshasa (RDC) que cela avait commencé, et ça pris de l'ampleur jusqu'à captiver les esprits de nos amis Africains.

Dans sa véritable pratique « le mécénat », c'est tout simplement l'encouragement pour exploser la Culture et le Culturel. Mais en RDC, c'est un business à part entière. La personne vous donne son argent et en retour vous lui faites une dédicace dans la chanson, ce qui parfois touche à la qualité de la chanson.

**CD : votre mot de la fin**

**P.James:** Du plus profond de mon cœur, je remercie Congodiplomatie pour l'honneur que vous m'avez fait d'exprimer mes idées.

Grand merci aussi à toutes celles et à tous ceux qui auront le temps de me lire à travers votre Magazine. Sans oublier toutes les personnes qui se battent à longueur de journée dans différents domaines pour la construction de ce grand édifice qui est la RDC. Moi, votre artiste P.James, je viens par voie de ce Magazine Congo Diplomatie, vous proposer ma chanson « Djudja » qui est toujours disponible sur ma chaîne YouTube et sur toutes les plateformes de téléchargement. Soutenez-moi en l'écoutant et, dites-moi ce que vous en pensez. Merci

*Propos recueillis par Naomie Nsakani*

## LIVRE

## « Militariser l'agriculture », de Didier Mumengi

*Le Sénateur propose une modélisation de l'économie agro-alimentaire et rurale qui s'affranchit des cadres et modes de pensée institués.*

Dans un quartier populaire de Kinshasa, aux côtés des mamans maraichères, du Camps militaire Koko, des étudiants, des vendeurs ambulants, se situe Bookexpress, cette librairie et maison d'édition réputée par la qualité de ses livres au prix éditeurs. C'est là que l'écrivain et auteur de nombreux ouvrages à succès et lauréat de plusieurs Prix littéraire, Didier Mumengi, Sénateur congolais, a choisi de présenter son livre, très attendu.



Plusieurs diplomates, notamment l'ambassadeur de Belgique, des politiciens, principalement ses collègues sénateurs, des militaires, étudiants, vendeurs ambulants, maman maraichères, étaient présents pour assister à la publication de ce livre révolutionnaire qu'est : « Militariser l'agriculture, guerre sans faim contre la faim » édité par Bookexpress.

Cet ouvrage, à l'écriture puissante et parfois austère, enrichissant par les nombreuses perspectives théoriques proposées, répond à une actualité brûlante et souvent tragique : le génocide silencieux de la faim en République Démocratique du Congo.



D'après les nations Unis, le nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire aigüe en RDC, est estimé à 27 millions, soit une personne sur trois. Il y a aujourd'hui nécessité d'apporter des réponses appropriées à ce problème et de mener une lutte sans fin contre la faim.



Le regard extérieur du chercheur et l'exploration intérieure de l'acteur politique ont permis à l'auteur, au travers d'une audace conceptuelle inédite, d'édicter un véritable plan de guerre contre la faim.

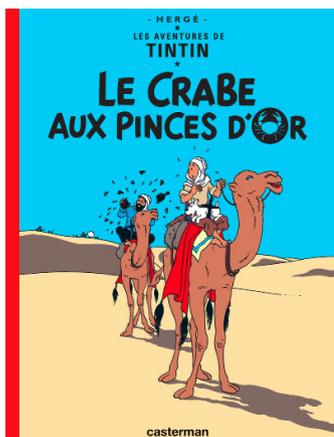
D'un chapitre à l'autre, les idées se complètent et se nourrissent les unes des autres pour créer une approche martiale du développement des forces productives séminales du redressement de l'économie Congolaise, par la militarisation de l'agriculture.

Le principal mérite de ce livre, réside dans un effort considérable de structurer un flot de concepts sans se fier aux idées reçues. Didier Mumengi entraîne ainsi le lecteur dans une réflexion opérationnelle dense, très fouillée et bien menée, proposant une modélisation de l'économie agro-alimentaire et rurale qui s'affranchit des cadres et modes de pensée institués.

Ce projet a aussi pour vocation de permettre aux Congolais de toutes classes sociales, de pouvoir se procurer de cet outil de réflexion, raison pour laquelle le prix de vente public de ce livre est fixé à 5\$ ce qui est une grande première pour un ouvrage écrit par un auteur de cette envergure.

## MOIS DE LA BD BELGE À KINSHASA

### Une belle opportunité de découvrir l'univers fascinant du 9e art



Cette première édition, à l'occasion de la visite du Roi des Belges, le mois de la BD belge a eu le plaisir d'accueillir une invitée de marque, l'ambassadeur de Belgique, monsieur Jo Indekeu.



Des expositions d'une cinquantaine de référence sont organisées et mises en avant les nouveautés de la bande dessinée belge. Une belle opportunité de dépasser les frontières et de découvrir l'univers fascinant du 9e art dans ce pays avec qui la RDC partage des liens historiques.

Vu les liens existants entre la RDC et la Belgique, l'organisateur Bookexpress pense utile pour le Congolais de s'intéresser aux origines des œuvres d'esprits en Belgique. Le développement de la bande dessinée en Belgique, pourrait s'expliquer par le fait du besoin de communiquer ; en effet, le territoire Belge a souvent été envahi et occupé ; autrefois, pendant une certaine période, les régions wallonnes et flamandes ont connu la répression.



Ne pouvant pas s'exprimer par écrit ou par oral, les habitants ont contourné l'obstacle et ont utilisé l'image, afin de faciliter les échanges entre les régions. Le développement des arts visuels a toujours occupé une place importante en Belgique ; le pays est devenu, le berceau d'artistes de renommée mondiale, notamment dans le domaine de la peinture par exemple. De Jan van Eyck à Magritte, en passant par Brueghel, Rubens et van Dyck.



C'est au cours des années 1950 que la bande dessinée Belge s'est polarisée en réunissant de grands conteurs et illustrateurs autour de deux centres de production. D'une part, « le journal de Tintin » des éditions Lombard qui suit l'école de Bruxelles avec un style appelé ligne Claire, beaucoup plus académique et réaliste, d'autre part, « le journal Spirou » des éditions Dupuis originaire de la ville wallonne de Charleroi, son style est appelé ligne sombre, et se caractérise par des caricatures avec un grand nez et des bulles arrondies. C'est au sein de ces deux courants, qu'ont émergé des personnages les plus célèbres du monde de la bande dessinée, et Bookexpress a eu la possibilité de les exposer durant son mois de la bande dessinée Belge.

*Caddy Kulab*

INTERVIEW AVEC FABRICE VENADIAMBU

## Ingénieur congolais vivant au Canada

Fabrice Venadiambu est un membre de la diaspora congolaise du Canada. Il a une spécialisation en géotechnique de l'Université de Moncton et travaille présentement comme chargé de projet en géotechnique et géo-ingénierie à Ottawa.

**Congodiplomatie : Monsieur Venadiambu, parlez-nous brièvement de vous : vos activités et votre expérience professionnelle.**

**Fabrice Venadiambu :** Premièrement, je tiens à vous remercier pour ce privilège que vous m'offrez, de pouvoir m'exprimer et à travers le biais de ce grand magazine qui est Congodiplomatie. Brièvement je dirais que je suis un enfant du pays, né au Katanga, précisément à Kolwezi mais grandi au Kongo Central, dans la ville de Lukala. J'ai fait mes études secondaires à l'Institut de la CILU et après avoir décroché mon diplôme d'état, je me suis rendu en Afrique du sud, à Johannesburg, où j'ai appris la langue anglaise et suivie mes études technique en génie civil à l'Université de Johannesburg. Après l'obtention de mon diplôme, je suis retourné en RDC travailler pendant une année au pays à Kinshasa dans la compagnie M.W. Afritec avant de prendre mon envol pour le Canada qui est aujourd'hui ma deuxième patrie. Je suis actuellement détenteur d'un baccalauréat en génie civil avec spécialisation en géotechnique de l'Université de Moncton et je travaille présentement comme chargé de projet en géotechnique et géo-ingénierie à Ottawa. Mon travail consiste à mener des investigations géotechniques pour le secteur publics et privé, afin de déterminer les conditions de sols et y apporter mes recommandations par rapports aux besoins du client.

**CD : Quelles sont les critères qu'un étranger doit remplir pour immigrer au Canada ?**

**FV :** Je commencerais d'emblais par dire que le Canada est un pays assez ouvert.



Les opportunités de travail sont vraiment réelles et ne cesse d'accroître à cause de sa population vieillissante d'où, nous retrouvons plusieurs programmes d'immigrations car dans certains domaines tel que la santé, il y'a une pénurie d'emplois.

Malgré cela, le Canada reste assez sélectif par rapport aux personnes qui souhaitent immigrer ici. D'où, un étranger aspirant à venir au Canada devra s'assurer de pouvoir apporter avec lui une certaine expertise ou expérience assez pertinente. Une bonne connaissance du français et de l'anglais reste un atout important. Personnellement, j'encouragerais toutes personnes dans le domaine de la santé, l'ingénierie, l'informatique et autres, à pouvoir prendre connaissance des différents programmes d'immigrations même ceux dans des coins assez reculés.

**CD : De manière générale, qu'est-ce que la diaspora congolaise du Canada apporte-t-elle en RDC, en termes de connaissance acquise dans ce pays développé ?**

**FV :** Je pense personnellement que depuis quelques années, nous remarquons une certaine tendance des congolais qui désire immigrer au Canada, dans le passé la tendance était plus tournée vers l'Europe ainsi, cette diaspora assez timide à mon avis comparativement à celle de l'Europe, a par contre énormément à offrir.



Par exemple : la possibilité des congolais et étrangers en générale d'accéder à des postes assez importants sans trop faire face à des discriminations raciales, donne à cette diaspora un avantage particulier. Ainsi, les différentes expertises et connaissances acquises ici à différents niveaux et domaines professionnelles donnent à cette diaspora la capacité de pouvoir impacter de manière assez significative la vie des populations en R.D.C. Je prends le cas de mon domaine en ingénierie. L'expérience acquises ici en termes d'investigations géotechnique afin de prévenir les érosions et glissement de terrain, peut facilement aider dans la recherche des solutions pour les multiples glissements de terrain rencontré à travers le pays. Et il y a plusieurs domaines que ce soit en médecines et autres, la collaboration avec nos frères du pays peut s'avérer extrêmement bénéfique pour la RDC. Ainsi, je suis persuadé que cette connaissance acquise ici aidera le pays en ce sens.

**CD : Quels sont les types d'emplois que font généralement les Congolais au Canada ?**

**FV :** Les congolais se retrouvent pratiquement dans tous les domaines je dirais. Étant moi-même dans le domaine de l'ingénierie, j'ai énormément des collègues congolais dans le même domaine. Par contre, nous nous retrouvons avec des professeurs d'universités, des Médecins, des avocats et même et surtout, beaucoup d'entrepreneurs. Parmi les privilèges que je dirais que la communauté congolaise et même tout étrangers, est la possibilité de travailler dans le domaine qui lui ai cher. Les étudiants en générales à l'obtention de leurs diplômes universitaires, se retrouvent à travailler dans leurs domaines d'études. Ainsi, il serait assez difficile de donner un domaine précis où l'on retrouverait les congolais en masse.

**CD : Vous avez choisi le Canada comme votre 2ème patrie, comment est-ce de vivre et de travailler dans ce pays qui fait partie des 7 grandes industries au monde ?**

**FV :** Le Canada est en effet ma deuxième patrie et je suis content d'avoir fait le choix du Canada, je me sens chez moi ici. Juste une petite anecdote, j'ai grandi en RDC où l'on retrouve la majorité des maisons clôturées par des murs et un portail avant d'accéder à la maison. Depuis mon enfance, j'ai été exposé à cela. Je voyage pour l'Afrique du Sud, le même scénario se répète, et même de façon assez prononcée à cause de l'insécurité qui y est. D'où cela fût assez normale pour moi de toujours voir des grandes et belles maisons clôturées. Alors à mon arrivé ici, c'est la première chose qui me choque. Voir des très belles maisons sans clôtures avec des véhicules garés dans l'allée.

Cela peut vous paraître anodin, mais ce fut pour moi le début de la découverte d'une nouvelle façon de vivre en se sentant en sécurité et ayant l'impression que tout est possible. Malgré le froid qui parfois peut être très difficile en Hiver et son Été avec des températures qui atteignent parfois 31 degrés, je m'y plaie assez ici.

Peu importe là où vous allez au Canada, vous trouverez toujours un lac ou un cours d'eau à proximité. Ayant fait mes études dans la province du nouveau Brunswick, j'ai pu admirer des très beaux paysages en commençant par des montagnes, des prairies et des plages à perte de vue. Si vous aimez la nature, le Canada est donc parmi les meilleures destinations.

En ce qui concerne le monde du travail, l'accès aux nouvelles technologies permet à ce que le Canada reste compétitifs même au niveau mondial. Les opportunités de travail étant présent, j'ai vue personnellement une évolution dans ma carrière sans discrimination malgré le fait que je sois un immigrant. Je ne dis pas qu'il n'en existe pas, par contre, mon expérience personnelle jusqu'à date, ne m'a pas exposé à cela. Je reste en tout cas extrêmement positif en ce qui concerne ma carrière future et mes opportunités à venir.

**CD : Cette année, la RDC et le Canada célèbrent leurs 60ème anniversaire d'établissement des relations diplomatiques, quelles sont vos impressions par rapport à cette amitié de 60 ans ? Et quel message pouvez-vous adresser aux autorités et investisseurs canadiens qui vont vous lire ?**

**FV :** Pour ma part, je pense bien que les 60 années de bonnes coopérations et d'amitié sont en effet à célébrer. Je crois que nous devrions être assez fière d'avoir le Canada comme partenaire. La RDC a beaucoup à apporter au Canada et vice-versa. Cette amitié est donc à célébrer et surtout à protéger.

Si j'ai un message à passer aux autorités Canadiennes, ce sera celui de continuer avec les accords bilatéraux présents, et à encourager les différents échanges d'expertises entre la RDC et le Canada, en créant, avec les autorités de la RDC, un environnement nettement plus favorable pour les investisseurs. Pour ces derniers, je pense que la RDC est à construire. Il y a un potentiel énorme dans plusieurs secteurs. Bien que plusieurs compagnies Canadiennes soient déjà présentes en RDC, surtout dans le domaine minier, j'aimerais en tout cas encourager les différents investisseurs à investir encore plus en RDC.

**CD : Votre mot de la fin**

**FV :** Je vous remercie encore une fois pour cette opportunité et je tiens aussi à souhaiter aux deux pays un heureux 60ème anniversaire et que cette amitié puisse continuer et se renforcer dans les années qui viennent. Merci !